

COMMUNE DE DELEMONT

CONCEPTION DIRECTRICE

PLAN D'AMENAGEMENT LOCAL

Rapport du 30 juin 2015

DELEMONT
Cap sur... **2030**

AUTORITES COMMUNALES

ADOpte PAR LE CONSEIL COMMUNAL, LE
AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

4 MAI 2015

LE MAIRE

DAMIEN CHAPPUIS



LA CHANCELIERE

EDITH CUTTAT GYGER

CONCEPTION DIRECTRICE RATIFIEE PAR LE CONSEIL DE VILLE LE
AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

1^{ER} JUIN 2015

LA PRESIDENTE

JEANNE BEURET

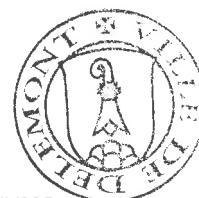
LA SECRETAIRE

EDITH CUTTAT GYGER

LA CHANCELIERE COMMUNALE SOUSSIGNEE CERTIFIE L'EXACTITUDE DES
INDICATIONS CI-DESSUS

DELEMONT, LE **16 JUIL. 2015**

SIGNATURE



TIMBRE

AUTORITE CANTONALE

EXAMEN PREALABLE DU

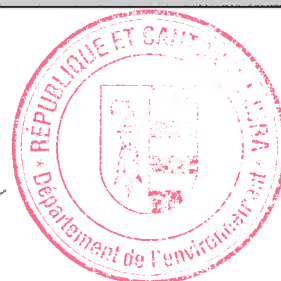
APPROUVE PAR DECISION DU

DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT
LE CHEF DE DEPARTEMENT

- 9 MARS 2015

14 JUIL. 2016

SIGNATURE



TIMBRE

Une manière commode de faire la connaissance d'une ville est de chercher comment on y travaille, comment on y aime et comment on y meurt.
La peste, Albert Camus

L'homme aime tant l'homme que, quand il fuit la ville, c'est encore pour chercher la foule, c'est-à-dire pour refaire la ville à la campagne.
Mon coeur mis à nu, Baudelaire

Les bureaux suivants ont contribué à l'élaboration de la Conception directrice :

- **Rolf Eschmann**, dans son rôle de BAMO pour la révision du Plan d'aménagement local
 - **Transitec et bfm** pour le chapitre Mobilité
 - **Natura** pour le chapitre Protection de la nature et du paysage
 - **CSD** Ingénieurs pour le chapitre Energie



TABLE DES MATIERES

0. RESUME ET STRUCTURE DE LA CONCEPTION DIRECTRICE	5
0.1 RÉSUMÉ DE LA CONCEPTION DIRECTRICE	5
0.2 STRUCTURE ET PORTÉE DE LA CONCEPTION DIRECTRICE (CD)	5
0.2.1 Organisation du document	5
0.2.2 Portée de la Conception directrice adoptée par le Conseil communal et ratifiée par le Conseil de Ville	7
1. INTRODUCTION	9
1.1 CONTEXTE ET DEMARCHE	9
1.2 BILAN DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM) « CAP SUR 2010 »	9
1.2.1 Rappel des enjeux stratégiques	9
1.2.2 Bilan	10
1.3 EVOLUTION DE LA POPULATION DELÉMONTAINE	15
2. ENONCES DES ENJEUX STRATEGIQUES DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL « CAP SUR 2030 »	17
2.1 UNE VILLE DANS LE PAYSAGE JURASSIEN	17
2.2 UNE STRATÉGIE INSCRITE DANS LA VISION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	18
3. VISION DU DEVELOPPEMENT SOUHAITE	21
3.1 RÉCAPITULATIF DES OBJECTIFS LOCALISÉS	21
3.2 DYNAMIQUE URBAINE	23
3.3 DYNAMIQUE PAYSAGÈRE	29
3.4 PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER	33
3.5 RÉSEAU MAJEUR D'ESPACES PUBLICS	37
3.6 LIMITES ET TRANSITIONS	41
3.7 SITES MAJEURS DE DÉVELOPPEMENT	45
3.8 SECTEURS A VOCATION RÉSIDENTIELLE	49
4. STRATEGIE PAR DOMAINE	53
4.1 POLITIQUE DE L'HABITAT	53
4.2 SECTEURS D'ACTIVITÉS	55
4.3 PATRIMOINE BÂTI	57
4.4 POLITIQUE DES ESPACES PUBLICS ET DES ESPACES VERTS	59
4.5 TOURISME ET LOISIRS	63
4.6 CULTURE	65
4.7 POLITIQUE DES DEPLACEMENTS	67
4.7.1 Déplacements tous modes	67
4.7.2 Mobilité douce	69
4.7.3 Stationnement	70
4.7.4 Transports publics	72
4.8 MILIEUX NATURELS ET AGRICULTURE	73
4.8.1 Protection de la nature et du paysage	73
4.8.2 Agriculture	75
4.9 APPROVISIONNEMENT	77
4.9.1 Gestion des déchets	77

4.9.2	Approvisionnement en eau potable	77
4.9.3	Évacuation des eaux usées	77
4.9.4	Énergie	78
4.10	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	81
4.10.1	Protection contre le bruit	81
4.10.2	Protection de l'air	81
4.10.3	Dangers naturels et sites pollués	82
5.	MISE EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES	83
5.1	ELABORATION DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL, DU PLAN DE ZONES ET DU RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LES CONSTRUCTIONS	83
5.2	INFORMATION, PARTICIPATION ET CONCERTATION DE LA POPULATION	83

0. RESUME ET STRUCTURE DE LA CONCEPTION DIRECTRICE

0.1 RESUME DE LA CONCEPTION DIRECTRICE

Durant ces quelque 15 dernières années, Delémont a su améliorer son ancrage et celui du Canton du Jura au réseau des villes suisses. Elle doit maintenant assurer à long terme son rayonnement et son attractivité.

La Conception directrice constitue le volet stratégique du Plan d'aménagement local (PAL). Elle expose les enjeux majeurs pour 2030 et la vision du développement souhaité par la Ville de Delémont pour y répondre. Elle peut être résumée au travers des objectifs-cadre suivants, regroupés en 2 chapitres.

Dynamique paysagère et environnement naturel

- Renforcer les liens aux espaces ouverts¹ naturels et agricoles à travers le tissu urbain (chapitres 3.3, 3.4, 4.4).
- Valoriser la vocation paysagère et publique des espaces le long de la Sorne (chapitres 3.3, 3.4, 4.4).
- Coordonner étroitement les politiques de développement urbain et de la mobilité avec les impératifs de protection de l'environnement - protection contre le bruit, protection de l'air, dangers naturels - et les opportunités d'approvisionnement en ressources naturelles - eau, énergie (chapitres 4.7 et 4.8 en particulier).

Dynamique urbaine

- Reconnaître et valoriser les vocations spécifiques et complémentaires des espaces urbains majeurs et des zones d'activités (chapitres 3.2, 4.2).
- Promouvoir le développement urbain à l'intérieur du tissu bâti, prioritairement dans les sites majeurs et le long des éléments structurants du réseau d'espaces publics (chapitres 3.5, 3.6, 3.7).
- Veiller à une densification mesurée des quartiers résidentiels (chapitre 3.8).
- Répondre à la demande diversifiée en logements, notamment à loyers modérés (chapitres 3.2, 3.7, 3.8, 4.1).
- Favoriser les mobilités douces et les transports publics, en particulier dans le centre-ville et les quartiers résidentiels, tout en maintenant une accessibilité pour les voitures, afin de préserver l'attractivité du centre (chapitre 4.7).

0.2 STRUCTURE ET PORTEE DE LA CONCEPTION DIRECTRICE (CD)

0.2.1 Organisation du document

La Conception directrice formalise la stratégie décidée par la Commune au travers des trois chapitres suivants :

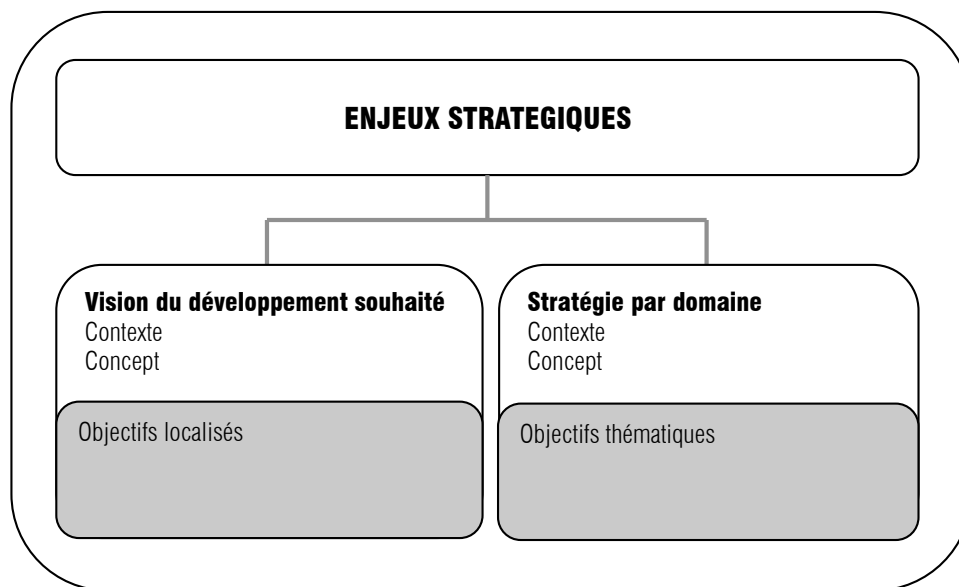
- le chapitre 2 énonce **les enjeux stratégiques**, qui reflètent les ambitions politiques de la révision du Plan d'aménagement local (PAL) « Cap sur 2030 ». Les chapitres 3 et

¹ Espaces non bâtis tels que les espaces publics, les espaces naturels et agricoles, les espaces verts le long de la Sorne, etc.

4 définissent les buts à atteindre (**objectifs localisés et objectifs thématiques**²) pour relever ces enjeux ;

- **la vision du développement souhaité** (chapitre 3) concerne l'organisation future du territoire communal. Elle définit le **concept** (les orientations générales ou enjeux) et les **objectifs localisés** pour chacune des principales entités structurant le territoire communal, à savoir : les espaces constituant la dynamique urbaine de Delémont (hôpital, Vieille Ville, centre-ville, Gare Sud), les espaces publics et paysagers le long de la Sorne, le patrimoine naturel et paysager, les sites et le réseau majeur d'espaces publics, les limites et les transitions entre la ville et la campagne, les quartiers résidentiels ;
- **la stratégie par domaine** (chapitre 4) définit le **concept** (orientations générales/enjeux) et les buts (**objectifs thématiques**) spécifiques à atteindre pour chacune des thématiques du Plan directeur communal, à savoir : l'habitat, les secteurs d'activités, le patrimoine bâti, les espaces publics et espaces verts, le tourisme et les loisirs, la culture, les déplacements, les milieux naturels et l'agriculture, l'approvisionnement (gestion des déchets, approvisionnement en eau potable, évacuation des eaux usées, énergie) et la protection de l'environnement (protection contre le bruit, protection de l'air, dangers naturels) ;
- le chapitre 5 « Mise en œuvre et perspectives » évoque la suite des démarches, soit la formalisation du Plan directeur communal, du plan de zones et du Règlement communal sur les constructions, ainsi que la poursuite des démarches d'information, participation et concertation de la population.

Conception directrice

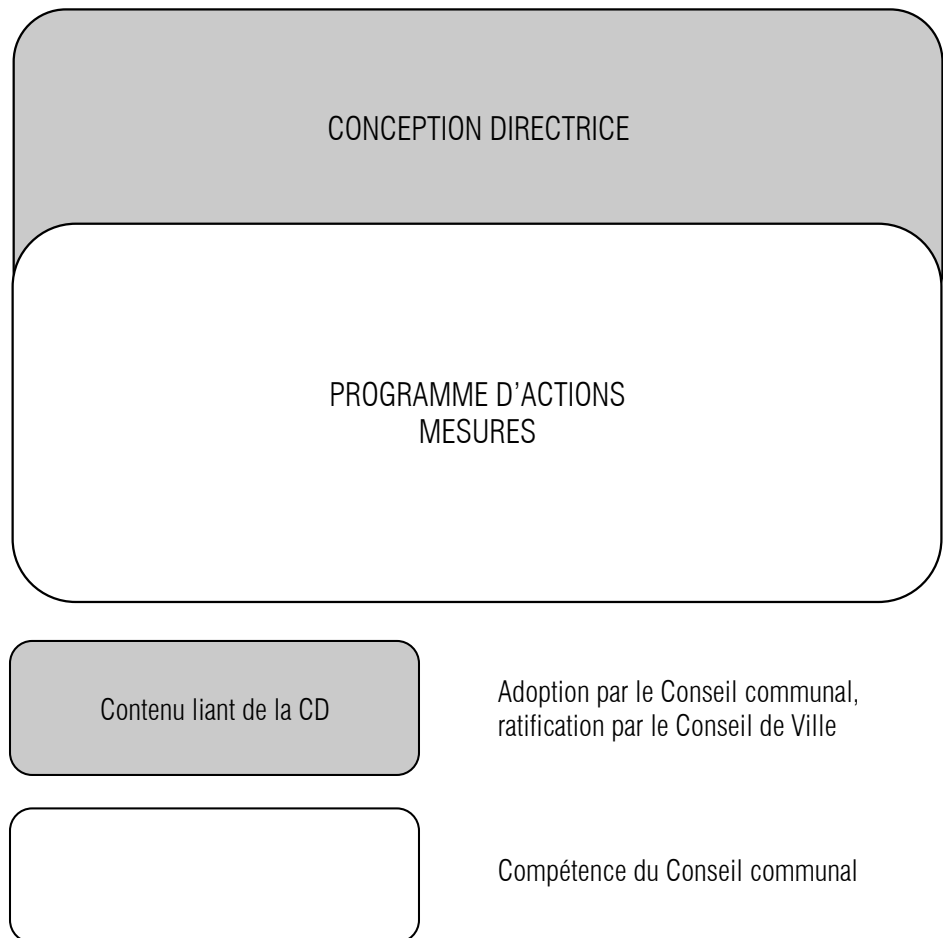


² On utilise le terme « objectifs localisés » pour le chapitre 3, qui donne une vision spatialisée du développement du territoire communal et « objectifs thématiques » pour le chapitre 4, qui définit la stratégie par domaine du Plan directeur communal

0.2.2 Portée de la Conception directrice adoptée par le Conseil communal et ratifiée par le Conseil de Ville

La Conception directrice et le Plan directeur communal lient les Autorités communales et cantonales sur les objectifs localisés et thématiques, soit la partie grisée des chapitres 3 et 4.

Plan directeur communal



1. INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE ET DEMARCHE

Le précédent Plan d'aménagement local (PAL), démarré en 1993 et entré en vigueur en 1998, a dépassé « l'âge limite » de 15 ans. Sa révision est nécessaire pour qu'il corresponde davantage aux **nouvelles réalités aux échelons national, cantonal, régional et communal** :

- le **Projet de territoire suisse** adopté en 2012 ;
- le **Plan directeur cantonal**, dont la révision va définir de nouvelles règles du jeu que les communes devront traduire dans leur aménagement local : dimensionnement de la zone à bâtir destinée à l'habitat et aux zones d'activités, coordination entre urbanisation et transports publics, etc. ;
- les **Projets d'agglomération de Delémont** de 2007 et 2012 ;
- la **nouvelle dynamique démographique et économique** que connaît la ville de Delémont ces dernières années et qui devrait perdurer, voire augmenter avec la connexion à la nouvelle gare TGV en France voisine et la réalisation du dernier tronçon de l'A16 qui reliera Delémont au plateau suisse.

Un **rapport d'opportunité** (RO) a initié cette démarche de révision. Démarré à l'automne 2012, le RO constitue l'étape préalable à la révision du PAL ; il définit les thèmes à traiter et les sujets à approfondir et fournit aux instances communales et cantonales une estimation de l'ampleur des travaux qu'implique la révision du PAL et une première évaluation du développement que Delémont pourrait connaître au cours des 15 prochaines années. Le RO sert de cadre et de fil conducteur à l'ensemble des études qui doivent être menées lors de la révision du PAL.

La **Conception directrice** (CD) constitue la première partie du PAL proprement dit, composé également du Plan directeur communal, du Plan de zones et du Règlement communal sur les constructions. La Conception directrice fixe dans les grandes lignes les objectifs à atteindre en fonction des priorités, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins. Elle constitue le dossier d'orientation et le programme d'intention des Autorités communales en matière d'aménagement du territoire.

1.2 BILAN DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM) « CAP SUR 2010 »

1.2.1 Rappel des enjeux stratégiques

Le PDCOM « Cap sur 2010 », encore en vigueur, s'articule autour de 2 enjeux majeurs :

- **l'ouverture de la ville sur l'extérieur**, de manière à renforcer l'ancrage de Delémont aux différentes échelles régionale et cantonale mais également pour positionner la capitale du Canton du Jura dans le réseau des villes suisses ;
- **la gestion cohérente et maîtrisée de son développement**, par l'exploitation des terrains libres et l'utilisation des friches urbaines notamment.

Ces enjeux guident les politiques publiques depuis 1993, date de l'adoption de la Conception directrice par le Conseil de Ville.

Ouverture de la ville sur l'extérieur

1.2.2 Bilan

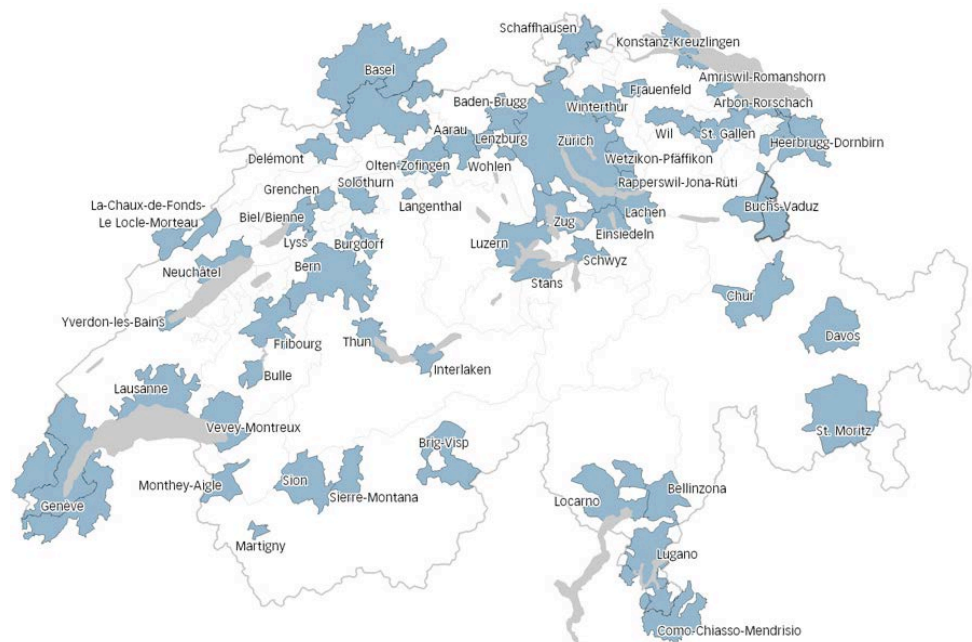
En un peu plus de 10 ans, Delémont a su saisir les opportunités pour s'affirmer en tant que ville et agglomération sur les scènes régionale et nationale. La dynamique d'ouverture que connaissent la capitale du Canton du Jura et sa région est d'autant plus remarquable qu'elle s'est installée dans un contexte défavorable : conjoncture économique faible, stagnation démographique, exode de la population de la ville de Delémont vers les communes de la périphérie de l'agglomération, relatif isolement géographique.

**Delémont,
ville-centre d'une
agglomération**

Si la notion d'agglomération en tant que région d'analyse a été introduite par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en 1930, ce n'est qu'en 1996 que les agglomérations en tant qu'entités urbaines sont prises en considération dans les réflexions sur le développement territorial du pays. **La Confédération reconnaît dès lors l'importance des villes et des agglomérations**, lieux de vie de près de 75% de la population, comme moteurs du changement sociétal et économique de la Suisse. Celles-ci ont des problèmes spécifiques que les villes et les communes ne peuvent pas régler seules ; une planification concertée entre les trois niveaux institutionnels (Confédération, Cantons et Communes) est donc mise en place.

Dans les « **Grandes lignes de l'organisation du territoire suisse** », la Confédération pose comme objectif général le renouvellement et le renforcement des villes. **Dès 2001, elle met en place une politique en faveur des agglomérations**, première étape de la concrétisation des Grandes lignes de l'organisation du territoire suisse, la seconde intervenant en 2012, avec l'adoption du Projet de territoire suisse (voir ci-après).

C'est dans ce contexte, **au début des années 2000**, que **Delémont et son aire d'influence est pour la première fois reconnue en tant qu'agglomération par l'OFS**.



Agglomérations en Suisse (Source : Infoplan-ARE, Geostat-BFS, swisstopo)

Encouragées par ce nouveau statut, mais également par le Canton du Jura et la nouvelle politique suisse des agglomérations, **Delémont et les communes partenaires montent un projet d'agglomération (PA)** selon les modalités définies par la Confédération. Elles s'engagent ainsi aux côtés d'autres villes et agglomérations suisses à :

- assurer l'attractivité économique des zones urbaines et une qualité de vie élevée à leurs habitants ;
- maintenir un réseau polycentrique de villes et d'agglomérations grandes, moyennes et petites ;

- limiter l'extension spatiale des zones urbaines, les structurer et favoriser le développement de l'urbanisation vers l'intérieur.

Par le biais du projet d'agglomération, Delémont développe des collaborations avec dix autres communes de la région, principalement dans les domaines de l'aménagement du territoire, des transports publics, ainsi que pour l'exploitation de l'A16 en matière de développement économique. **Son projet (PA1) est retenu par la Confédération** en vue d'un cofinancement à hauteur de 40% pour les mesures de première génération, soit le taux le plus élevé attribué par la Confédération, et de 35% pour les mesures de seconde génération (PA2). **Delémont se voit ainsi confortée dans son statut de ville-centre, moteur du développement régional et cantonal, et dans sa position de point d'ouverture pour toute la région jurassienne en direction du plateau suisse et de la région bâloise.** Delémont et en particulier le territoire de Confluence³, formé par la rencontre des cours d'eau, des voies routières historiques et des voies ferrées, devient le lieu où se passent les choses qui sont porteuses pour la région.

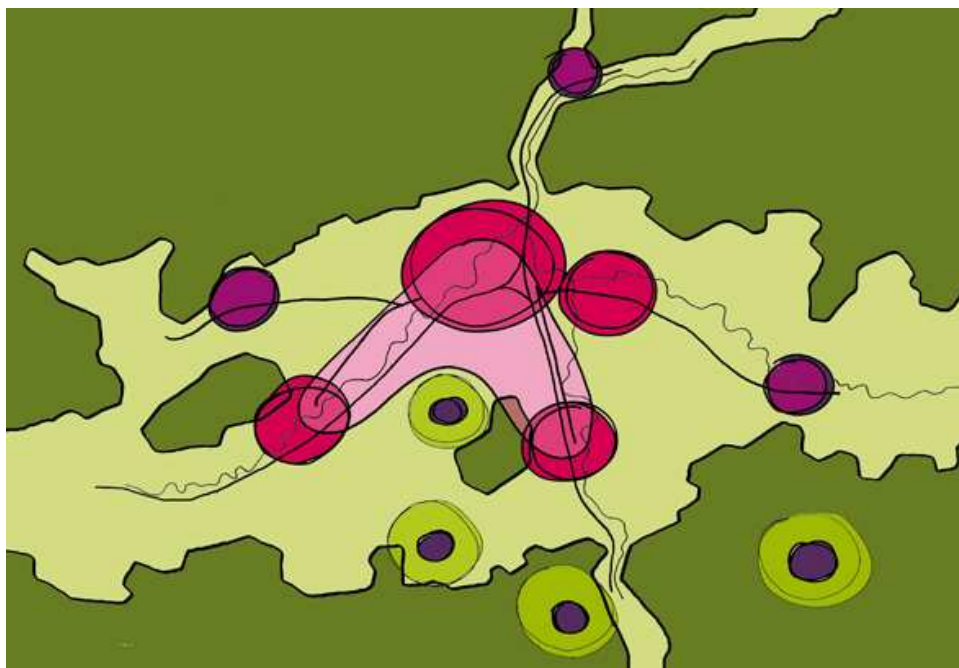


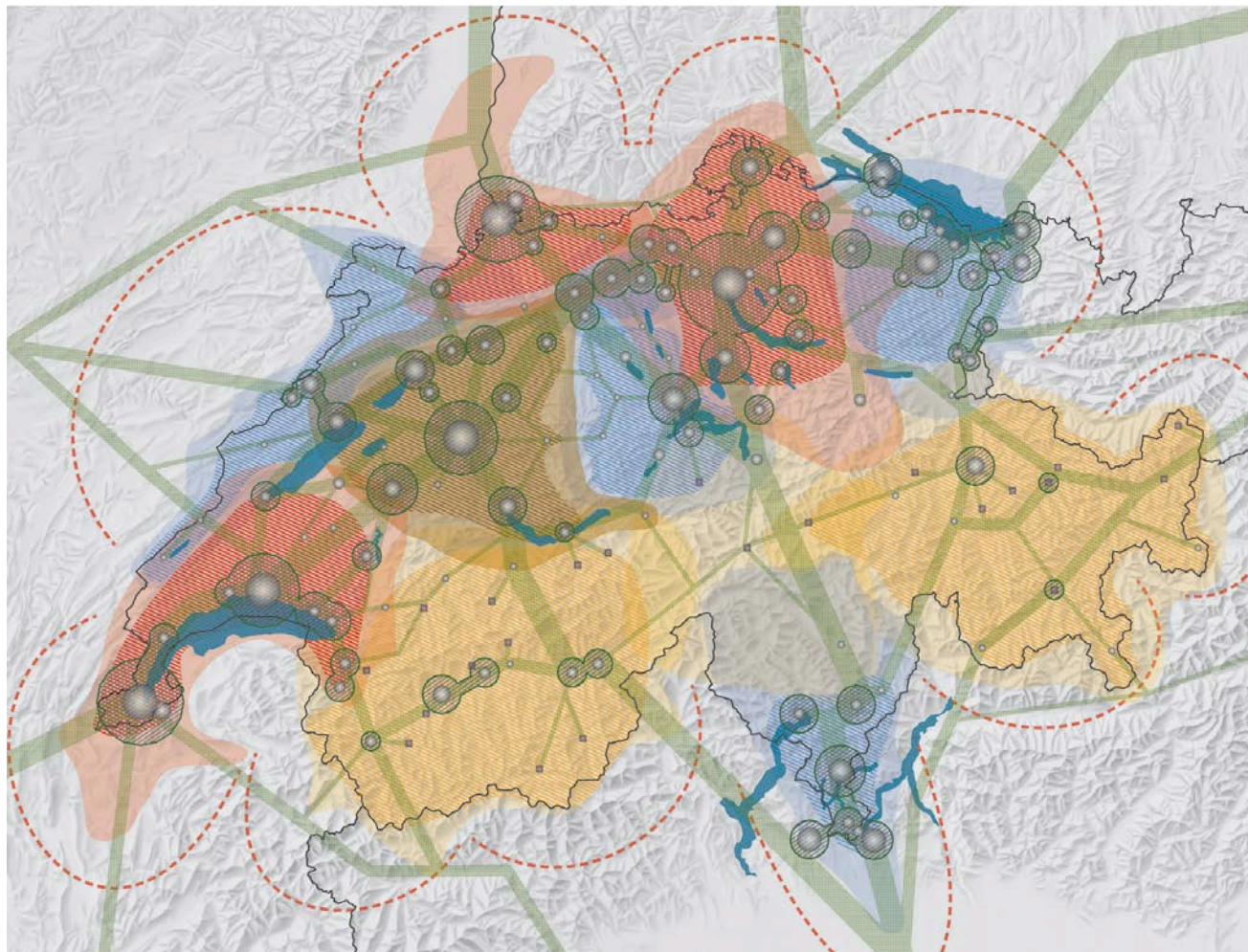
Schéma du projet d'agglomération de Delémont de 2012

Les réflexions concernant la révision du Plan directeur communal sont menées parallèlement à l'élaboration du Plan directeur régional de l'agglomération de Delémont, de manière à assurer la cohérence entre les planifications régionale et communale. En revanche, la Conception directrice ne tient pas compte du projet de fusion de communes, qui n'est, pour le moment, pas assez avancé. En cas de fusion, les documents de planification des communes concernées devront donc être adaptés.

³ Espace (en rose sur la figure ci-dessus) qui s'étend de Courtételle à Courroux, englobant le Sud des voies et incluant Courrendlin. La proposition du projet d'agglomération est de faire de cet espace un lieu majeur de développement dont la vocation est principalement orientée vers l'accueil d'activités et d'équipements d'intérêt régional et cantonal. Cela passe par des projets tels que la zone AIC de la Communance ou encore innodel

**Delémont,
point d'ancrage du Canton du
Jura au réseau des villes
suisses**

Le Projet de territoire Suisse, formulé par les exécutifs des trois niveaux de l'Etat (Confédération, Cantons et Communes) et adopté en 2012, constitue le prolongement des Grandes lignes de l'organisation du territoire suisse et un cadre pour la suite de la politique des agglomérations de la Confédération.



Réseau polycentrique de villes et de communes (Source : Projet de territoire suisse, Stratégie 1)

Principes d'action valables pour toute la Suisse

- Soutenir un développement polycentrique du territoire
- Renforcer les potentiels, ne pas vouloir tout partout
- Collaborer à l'échelle des espaces fonctionnels
- Assurer la coordination avec le développement territorial européen

Principes d'action spatialement différenciés

Planifier à l'échelle des territoires d'action (secteur central / élargi)

- Territoires d'action reposant sur de grands centres urbains

Espaces métropolitains

Région de la ville fédérale

- Territoires d'action reposant sur un réseau de villes moyennes et petites

- Territoires d'action de l'espace alpin



Renforcer la coopération au sein des espaces fonctionnels

Rechercher une collaboration entre territoires d'action reposant sur de grands centres urbains



Encourager les partenariats entre villes et agglomérations



Mettre en réseau les centres ruraux, les centres touristiques alpins et les villes



Mieux tirer profit de la dynamique transfrontalière



Données de base

Centres métropolitains : grands, moyens et petits centres urbains ; centres ruraux



Centres de grandes régions touristiques alpines

Agglomérations



La vision du projet de territoire suisse est celle d'un **réseau polycentrique de villes** et de communes, jouant un rôle important pour renforcer le potentiel et la diversité des régions et animant des territoires d'actions, espaces fonctionnels dépassant les frontières institutionnelles et à l'intérieur desquels les collectivités locales partagent des ambitions communes.

Cette vision implique que des mesures correctives soient prises en vue de renforcer le potentiel et la diversité des régions suisses. Il s'agit de contrecarrer l'évolution tendancielle, qui pourrait aboutir à ce que l'on a appelé « la Suisse des métropoles », soit un développement qui reposerait sur trois ou quatre grands pôles urbains monopolisant la quasi-totalité de la vitalité du pays.

Des villes comme Delémont ont leur rôle à jouer pour concrétiser cette vision.

Le projet de territoire suisse identifie en effet Delémont comme un centre urbain et, en tant que tel, comme **un acteur du réseau des villes suisses** et plus particulièrement de deux territoires d'actions :

- **l'Arc jurassien**, qui a pour ambition de former un réseau de villes moyennes et petites pour assurer leur renforcement économique ;
- **l'espace métropolitain bâlois**, dont l'enjeu est de renforcer, par une stratégie territoriale commune, les atouts économiques de la région (industrie chimique, sciences de la vie), son rayonnement culturel, ses activités portuaires et son intégration aux réseaux de transport national et international.

Le projet de territoire suisse donne ainsi à Delémont et à sa région un statut et **une visibilité** qu'elle n'avait pas auparavant. Mais il lui confie également **une responsabilité**, celle de contribuer activement au bon fonctionnement des réseaux et d'assurer d'importants services centraux de niveaux régional et national.

Delémont se fait ainsi progressivement une place sur les scènes régionale et nationale et améliore son ancrage et celui du Canton du Jura au réseau des villes suisses et des régions transfrontalières voisines :

- le raccordement de Delémont au réseau ferroviaire du pied du Jura et à la nouvelle gare TGV en France voisine la rapproche des espaces économiques majeurs du plateau suisse et renforce son positionnement géographique dans le réseau de villes suisses ;
- l'ouverture prochaine du dernier tronçon de l'autoroute A16 de Bienne à Boncourt permettra l'intégration de l'espace jurassien au réseau routier national ;
- des collaborations ont été engagées bien avant l'adoption du projet de territoire suisse entre les 17 villes de l'Arc jurassien, principalement en matière de tourisme, d'énergie et de culture ;
- l'arrimage de Delémont à la métropole bâloise va en se renforçant en matière de promotion économique, de collaborations dans les domaines de la formation et des soins, ce qui offre un faisceau d'opportunités avec l'axe TGV Rhin-Rhône.

L'amélioration du positionnement géographique de Delémont et les efforts entrepris pour faire partie des acteurs du territoire suisse a déjà eu un **impact positif et visible**, en particulier :

- l'accroissement du nombre de personnes désireuses de s'installer dans la commune,

dont le cap historique des 12'000 habitants a été franchi en 2013, qui confirme que Delémont a des qualités particulières à même de répondre aux aspirations de la population ;

- le développement de la Communance, zone d'activités économiques d'intérêt cantonal, qui conforte Delémont dans sa position de creuset du développement économique du Canton du Jura ;
- le futur parc suisse de l'innovation sur innodel, qui offrira une visibilité nationale et internationale à l'agglomération de Delémont et au Canton du Jura ;
- l'accueil d'équipements et services de rayonnement régional, cantonal et national, qui renforce Delémont dans son statut de ville-centre d'agglomération et de capitale du Canton du Jura, notamment :
 - services centraux de la HES – SO ;
 - Campus tertiaire pour la HES-SO, la HE-Arc et la HEP-BEJUNE permettant d'envisager des collaborations avec les régions voisines et l'Arc jurassien ;
 - Ecole jurassienne du Bois ;
 - projet de Centre régional d'expression artistique (CREA) dans le centre-ville ;
 - projet de Centre des congrès dans le secteur Gare Sud ;
 - démarches en cours pour l'accueil de l'hôpital cantonal de soins aigus ;
 - patinoire régionale.

L'ouverture de Delémont sur l'extérieur est un progrès majeur de ces 10 dernières années, qui a des retombées sur son attractivité et son rayonnement et, d'une manière plus générale, sur le développement économique, démographique, social et culturel de la ville, de l'agglomération et du Canton du Jura.

1.3 EVOLUTION DE LA POPULATION DELEMONTAINE

Evolution passée et ambitions pour l'avenir

L'évolution démographique que connaîtra Delémont au cours des 15 prochaines années est relativement difficile à évaluer car dépendante de multiples facteurs qui, pour la plupart, ne sont pas maîtrisables à l'échelle locale.

Les chiffres retenus pour la Conception directrice s'inscrivent dans la dynamique observée ces dernières années. Ainsi, Delémont se prépare à accueillir entre 1'600 et 2'400 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, soit une croissance moyenne d'environ 100 à 150 habitants par année.

Cette évolution potentielle de la population est comparable à celle observée à l'échelle de l'agglomération de Delémont ces 5 dernières années (+1.2% par année entre 2009 et 2013).

Gestion cohérente et maîtrisée du développement de Delémont

La Commune est déterminée à favoriser un développement dense et mixte à l'intérieur du tissu bâti, comme elle l'a déjà démontré par le passé. Le Plan directeur communal « Cap sur 2010 » proposait en effet de répondre à la demande de logements par l'utilisation des terrains libres ou la réhabilitation des friches urbaines. Cela s'est concrétisé notamment au travers des projets de la Jardinerie, de la Mandchourie, de l'îlot Sorne ou de la rue du Pont-Neuf, qui ont tous réinvesti des friches urbaines ou valorisé des espaces non bâtis à l'intérieur du tissu urbain. Il était également question d'éviter une occupation systématique de la zone à bâtir par des maisons individuelles : la ville contient aujourd'hui d'excellents exemples de cette mixité du logement avec les quartiers du Cras-des-Fourches, de

Mexique-Est ou de Pré Rambévaux. Le quartier de Mexique-Ouest en revanche est un contre-exemple typique d'un nouveau quartier dévolu exclusivement à la maison individuelle.

Capacité d'accueil théorique de la zone à bâtir

Une évaluation théorique des capacités d'accueil de la zone à bâtir existante a été réalisée dans le cadre de l'établissement de la Conception directrice. Les résultats montrent que les projets en cours de réalisation (les coups partis) et les projets à l'étude permettront d'absorber déjà quelque 1'000 habitants et emplois supplémentaires. Si l'on tient compte également des projets potentiels, des parcelles théoriquement libres et du potentiel des sites majeurs de développement identifiés au chapitre 3.6 (centre-ville, Morépont-Gros Seuc-Von Roll, Arquebusiers, Gare Sud, Communance, hôpital), une extension de la zone à bâtir n'est a priori pas nécessaire jusqu'en 2030 pour répondre aux besoins liés à l'habitat collectif et groupé. Par contre, pour l'habitat individuel, une extension de la zone à bâtir est nécessaire afin de répondre à la demande et assurer un équilibre des types de logements proposés et garantir le maintien de la structure démographique actuelle. Il s'agit en effet d'éviter que les familles en quête d'une maison familiale soient systématiquement repoussées en dehors des frontières communales.

Ces capacités sont bien entendu très théoriques ; elles ne seront effectives qu'à condition de pouvoir mobiliser tous les terrains, ce qui n'est pas possible en pratique, certaines surfaces étant réservées, à titre d'exemple, pour des besoins à moyen et long termes. En cas de développement économique majeur ou pour des besoins d'intérêt public particulier (écoles, équipements sportifs, centre de congrès, etc.), une extension de la zone à bâtir doit rester possible.

La Conception directrice « Cap sur 2030 » privilégie la densification du tissu bâti à l'intérieur de la zone existante tout en permettant, en cas de besoin, d'étendre la zone à bâtir, en particulier afin de répondre à la demande pour de l'habitat ou pour des projets d'intérêt public. Les analyses réalisées dans le cadre du rapport d'opportunité concluent en effet que sans extension de la zone à bâtir, la demande future pour l'habitat ne pourra être satisfaite.

La dynamique démographique envisagée n'aura cependant pas uniquement des conséquences sur le développement de l'habitat à Delémont. Une réflexion doit être menée quant à la capacité de toutes les infrastructures publiques à disposition de la population : écoles, crèches, équipements culturels et sportifs, établissements médico-sociaux, réseaux techniques. Le Plan directeur communal devra permettre de définir plus précisément ces besoins en infrastructures publiques, de les confronter à la capacité des équipements existants et, le cas échéant, de planifier et de réserver les terrains nécessaires.

2. ENONCES DES ENJEUX STRATEGIQUES DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL « CAP SUR 2030 »

2.1 UNE VILLE DANS LE PAYSAGE JURASSIEN

Delémont est aujourd'hui une ville qui compte dans le réseau des villes suisses :

- elle participe à l'échelon national à la concrétisation du réseau polycentrique de villes et de communes ;
- elle joue son rôle de ville-centre et de capitale cantonale, moteur du développement régional et cantonal ;
- elle contribue au renforcement économique de l'Arc jurassien, ainsi qu'à l'attractivité et au rayonnement de la métropole bâloise.

Son attractivité et son rayonnement n'ont pas cessé d'augmenter ces dernières années. Mais dans un contexte de vive concurrence entre les villes pour attirer les ressources (habitants, activités économiques et culturelles, grands équipements), cela ne peut être considéré comme un acquis. **Delémont doit poursuivre ses efforts pour :**

- **affirmer et développer son statut de ville** aux différentes échelles communale, régionale et nationale : accueil de nouveaux habitants, adaptation de l'offre de services et équipements publics, développement des activités sociales, économiques et culturelles de manière à renforcer son attractivité et son rayonnement ;
- **renforcer sa qualité de ville dans le paysage et le patrimoine jurassien**, qui sont constitutifs de son identité et de son attractivité, en engageant des politiques d'aménagement favorisant la qualité des développements urbains et conjuguant judicieusement préservation du patrimoine naturel et accueil du public.

Ces enjeux mettent en relief **deux dynamiques majeures** qui structurent aujourd'hui déjà le développement urbain de Delémont :

- une **dynamique urbaine**, qui concentre l'intensité de la vie sociale, économique et culturelle de Delémont entre l'hôpital et le territoire de Confluence en passant par la Vieille Ville et le centre-ville ;
- une **dynamique paysagère**, le long de la Sorne, véritable armature d'espaces publics qui inscrit la ville de Delémont, ses espaces et équipements publics, dans le paysage jurassien.



Deux dynamiques majeures

2.2 UNE STRATEGIE INSCRITE DANS LA VISION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Commune s'est engagée à ce que les orientations du Plan directeur communal soient soutenables du point de vue des trois dimensions du **développement durable** - économique, sociale et environnementale, - à l'instar des objectifs et recommandations figurant dans les planifications supérieures (projet de territoire suisse, Plan directeur cantonal, projet d'agglomération). Les lignes de conduite suivantes guident à cet effet le travail de révision du Plan d'aménagement local de Delémont :

- promouvoir un développement de la ville vers l'intérieur ;
- coordonner de manière étroite urbanisation et transport et axer le développement du territoire autour des modes doux ;
- gérer les ressources disponibles de manière rationnelle et limiter l'extension de la zone

à bâtir, sauf pour les besoins d'intérêt public et ceux de l'habitat ;

- aménager des espaces publics de qualité et favoriser leur appropriation ;
- mener l'élaboration du Plan directeur communal en étroite collaboration avec tous les partis politiques et les milieux concernés.

3. VISION DU DEVELOPPEMENT SOUHAITE

3.1 RECAPITULATIF DES OBJECTIFS LOCALISES

Dans le chapitre 3 « Vision du développement souhaité » la Commune définit les buts à atteindre concernant chacune des principales entités structurant son territoire. Un récapitulatif des 16 objectifs localisés, regroupés par entité, est établi ci-après.

Dynamique urbaine

Objectif A Reconnaître et renforcer les identités et les vocations propres à chaque espace urbain majeur

Objectif B Renforcer les liens physiques et fonctionnels entre les espaces urbains majeurs

Objectif C Favoriser l'attractivité des espaces urbains majeurs

Dynamique paysagère

Objectif D Renforcer le caractère public des espaces ouverts⁴ et des programmes bâtis le long de la Sorne

Patrimoine naturel et paysager

Objectif E Renforcer le patrimoine naturel et assurer sa mise en réseau

Objectif F Renforcer les réseaux de loisirs et de détente valorisant les activités agricoles et forestières

Objectif G Augmenter la présence de la nature en ville

Réseau majeur d'espaces publics

Objectif H Affirmer la structure urbaine et paysagère de Delémont le long des éléments structurants du réseau d'espaces publics

Limites et transitions

Objectif I Concentrer l'urbanisation prioritairement dans la zone à bâtir

Objectif J Définir la qualité des limites et des transitions entre espaces ouverts et bâtis

Sites majeurs de développement

Objectif K Concentrer et assurer la maîtrise du développement urbain dans les sites majeurs de développement

Objectif L Renforcer l'attractivité économique de Delémont et de son agglomération

Objectif M Répondre aux besoins diversifiés de logements

Secteurs à vocation résidentielle

Objectif N Affirmer la vocation résidentielle des quartiers existants

Objectif O Assurer la perméabilité⁵ interne des quartiers et les liens avec les espaces urbains majeurs

Objectif P Renforcer les identités propres à chaque quartier au travers de leurs espaces publics de proximité

⁴ Voir note 1

⁵ Disposition des quartiers à faciliter les déplacements internes des piétons et des cyclistes. Cette perméabilité suppose un décloisonnement des quartiers et repose sur un réseau fin d'espaces publics



3.2 DYNAMIQUE URBAINE

Contexte

De façon perpendiculaire à la dynamique paysagère, **quatre espaces urbains majeurs** avec leurs identités propres constituent la dynamique urbaine de Delémont : le centre-ville, la Vieille Ville, l'hôpital et le secteur Gare Sud en développement.

On y retrouve l'ensemble des programmes propres à un centre urbain : institutions et lieux de formation, services administratifs, lieux culturels et de loisirs, services et commerces, interfaces de transports, pôles d'activités et d'emplois.

Des projets récemment réalisés ou en cours de développement renforcent d'ailleurs cette dynamique urbaine, tant par la mixité des programmes que par leur forme et leur densité (Jardinerie, Campus tertiaire, futur CREA-Le Ticle, futur cinéma, nouvelle gare routière, etc.).

Chacun de ces espaces urbains majeurs se caractérise par ses formes bâties, ses espaces publics et ses programmes spécifiques.

Les voies ferrées constituent une rupture au cœur de cette dynamique, c'est pourquoi la gare et les liaisons entre le nord et le sud des voies jouent un rôle important d'articulation entre ces différents espaces.

Concept

Depuis le premier PAL, un effort constant a été fourni pour renforcer les liens et rechercher des synergies programmatiques entre la Vieille Ville et le centre-ville, afin de limiter la tendance au déplacement de l'intensité urbaine en direction de la gare et du côté sud des voies en particulier. Cette volonté d'atténuer la rupture n'a pas eu toutes les répercussions espérées.

A l'avenir, il est proposé de ne plus chercher à tout prix une dynamique commune entre ces deux entités urbaines mais d'assumer leurs vocations différentes et complémentaires et de renforcer leurs atouts spécifiques. A commencer par clarifier leurs rôles et leurs ambitions : si ce sont des environnements urbains différents, alors ils ont des formes et des vocations différentes, des programmes et des intensités qui leur sont propres.

On peut en toute logique élargir cette réflexion aux autres espaces qui constituent la dynamique urbaine précédemment décrite : **ces espaces doivent avoir des vocations spécifiques et complémentaires.**

Vieille Ville : cœur historique, administratif, touristique et culturel de Delémont, son animation est essentielle, elle n'est pas principalement liée à une activité commerciale dominante mais à une grande diversité de programmes et d'usages : services administratifs (Commune, Canton), EMS, home, écoles, crèches, bibliothèques, ludothèque, entités patrimoniales et culturelles comme le Château, le musée, les événements dans l'espace public (festivals, Carnaval), les programmes commerciaux complémentaires (marchés, restaurants, cafés, magasins, etc.). La vie associative et sociale doit aussi y être développée. Si des programmes culturels peuvent être situés en dehors de la Vieille Ville (Musée de la BD, CREA) afin de jouer un rôle complémentaire, la Commune tient à ce que la Vieille Ville reste le lieu privilégié des événements se déroulant dans l'espace public (Notes d'Equinoxe, cinéma open air, festivals divers, Carnaval, etc.), un lieu de rencontre et d'identification.

Centre-ville : on y retrouve une mixité d'usages et de programmes qui en font l'espace majeur d'intensité urbaine, support de la vie quotidienne. Il s'agit de valoriser le potentiel de densification pour l'habitat, les activités, les services, renforcer sa position de « moteur » commercial de l'agglomération et développer l'offre de services du quotidien : les écoles, garderies, crèches, les services de santé, les commerces alimentaires, les restaurants et

cafés, des boutiques, la poste, la banque, etc.

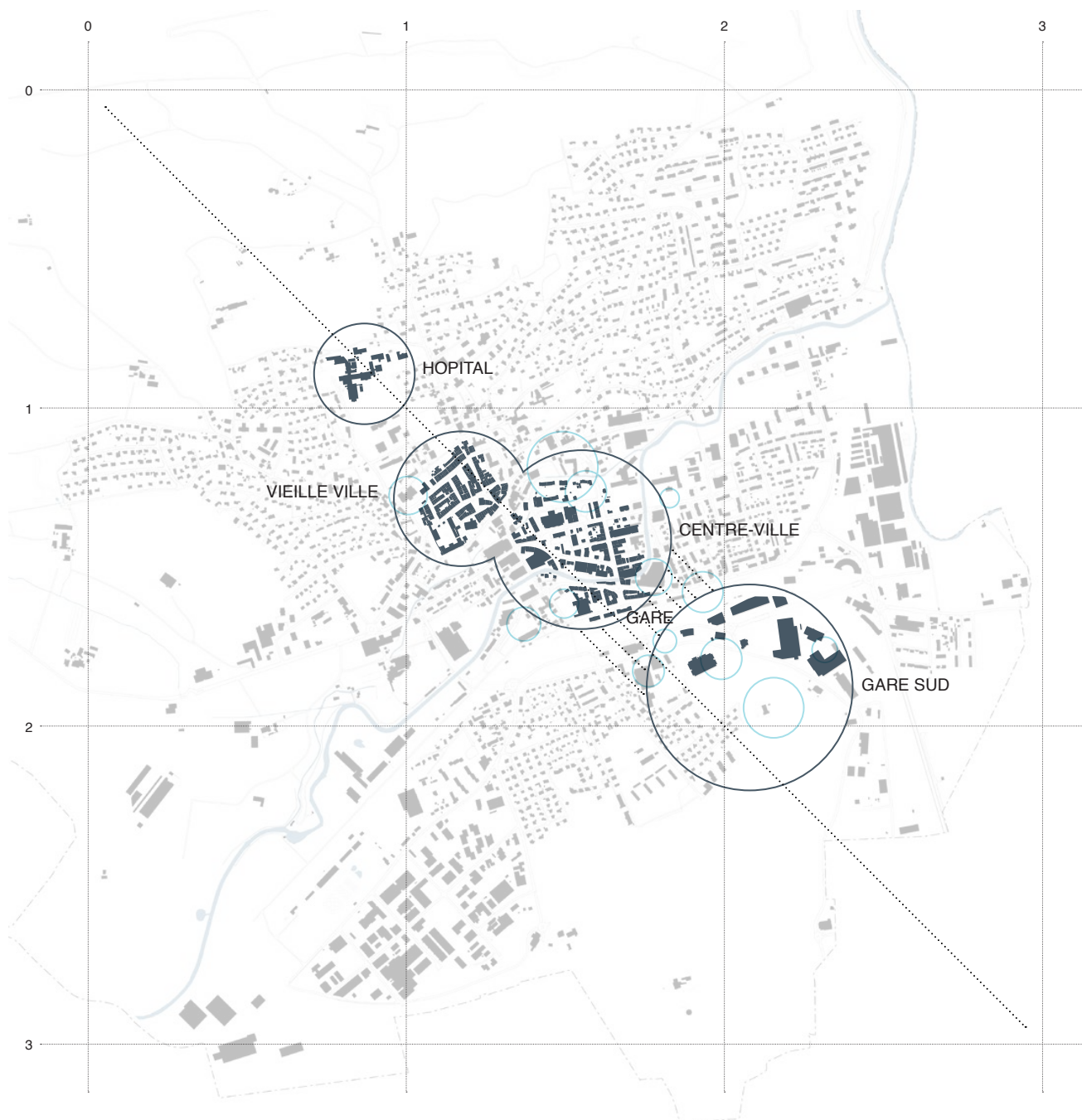
Gare

Espace de connexion et de flux qui doit minimiser la rupture des voies ferrées, ce n'est pas un quartier à part et autonome vis-à-vis des autres. L'implantation de programmes et services autour de la gare doit être favorisée de manière à permettre les synergies avec les espaces urbains environnants (hôtel, Office de tourisme, wifi, kiosque, etc.).

Gare Sud : lieu emblématique du territoire de confluence, l'ambition est d'y développer un quartier mixte : grands équipements de rayonnement régional ou cantonal (Centre de congrès, hôpital), logements, commerces bâti-brico-loisirs, à l'exclusion des commerces intensifs tels que supermarchés, commerces d'alimentation, boutiques, etc., afin de ne pas concurrencer le centre-ville.

Hôpital : dans le contexte du possible déplacement de l'hôpital, ce site conservera sa vocation publique proche du centre-ville (équipement public de santé ou dédié aux personnes âgées par exemple). En lien direct avec la Vieille Ville et donc les espaces urbains majeurs, mais aussi proche des quartiers résidentiels, le site de l'hôpital devra permettre de renforcer les liens physiques et programmatiques entre ces entités.

Dynamique urbaine



espaces urbains
majeurs



projets réalisés
ou en cours

Objectif A	Reconnaître et renforcer les identités et les vocations propres à chaque espace urbain majeur
-------------------	--

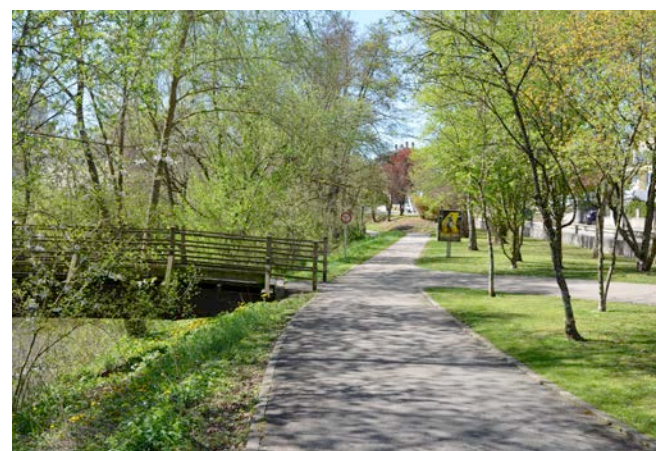
Le caractère et le rôle particulier de chaque espace urbain majeur est révéler et renforcés, en particulier au travers de leur forme urbaine, leur vocation, leur identité paysagère et leur intensité.

Objectif B	Renforcer les liens physiques et fonctionnels entre les espaces urbains majeurs
-------------------	--

Les espaces urbains majeurs constituent le cœur de la vie économique, sociale et culturelle de Delémont. S'ils se distinguent par leurs identité et vocation propres, ils forment un ensemble à l'intérieur duquel il doit être facile, rapide et agréable de se déplacer. La Commune s'assurera de la continuité du réseau d'espaces publics entre les espaces urbains majeurs et y encouragera les déplacements en modes doux et en transports publics.

Objectif C	Favoriser l'attractivité et la qualité des espaces urbains majeurs
-------------------	---

La dynamique urbaine de Delémont dépend de son attractivité, en particulier économique et résidentielle. La Commune activera les principaux leviers dont elle dispose pour favoriser l'attractivité des espaces urbains majeurs : la qualité des espaces publics et la limitation des nuisances générées par le trafic automobile (politique du stationnement, définition du réseau structurant, mesures multimodales).



3.3 DYNAMIQUE PAYSAGERE

Contexte

A l'échelle du grand paysage, la topographie et le réseau hydrographique rendent fortement visible une dynamique paysagère le long de la Sorne.

Au cœur de la vallée, cadrée par les forêts et le relief, elle traverse à la fois le centre-ville de Delémont et les grands paysages ouverts agricoles ; elle relie la ville à son environnement naturel.

On y retrouve un ensemble de programmes publics : de grands équipements sportifs de la ville, des écoles et autres lieux de formation, des espaces publics paysagers et le futur parc de Morépoint (projet d'écoquartier « EUROPAN 9 – Gros Seuc »), mais aussi des cheminements de mobilité douce.

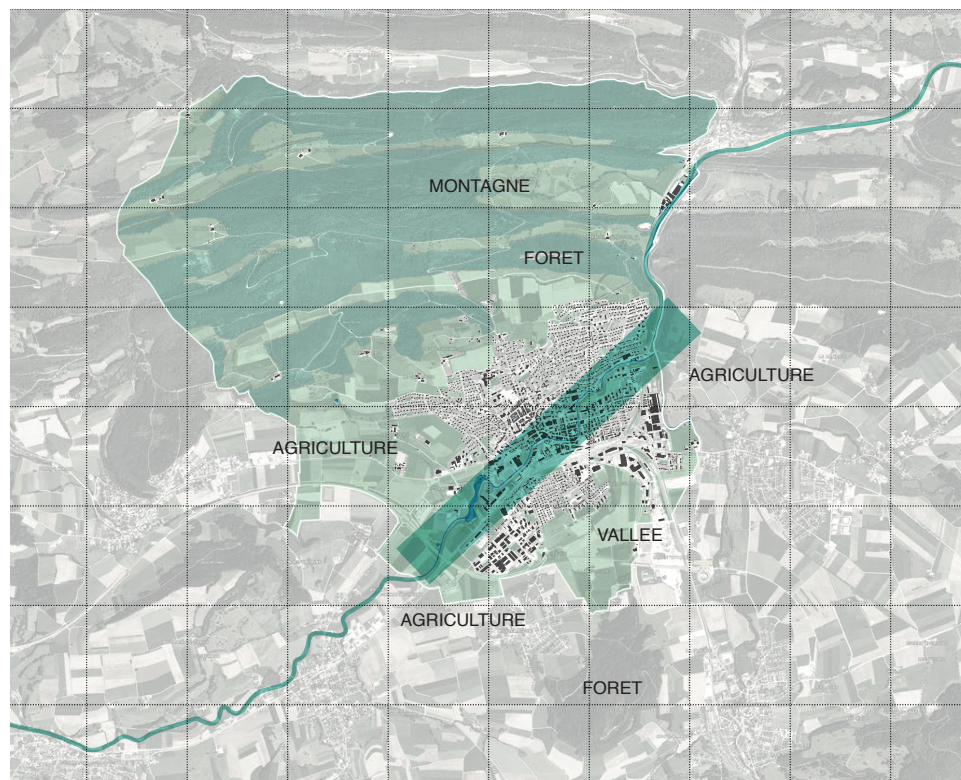
Dans le cadre du Plan directeur de la Sorne, cet espace est considéré comme un axe structurant de mobilité douce et d'espaces paysagers.

De plus, le réaménagement et la revitalisation des cordons des cours d'eau est un élément central du projet phare de la Conception d'évolution du paysage (CEP).

Concept

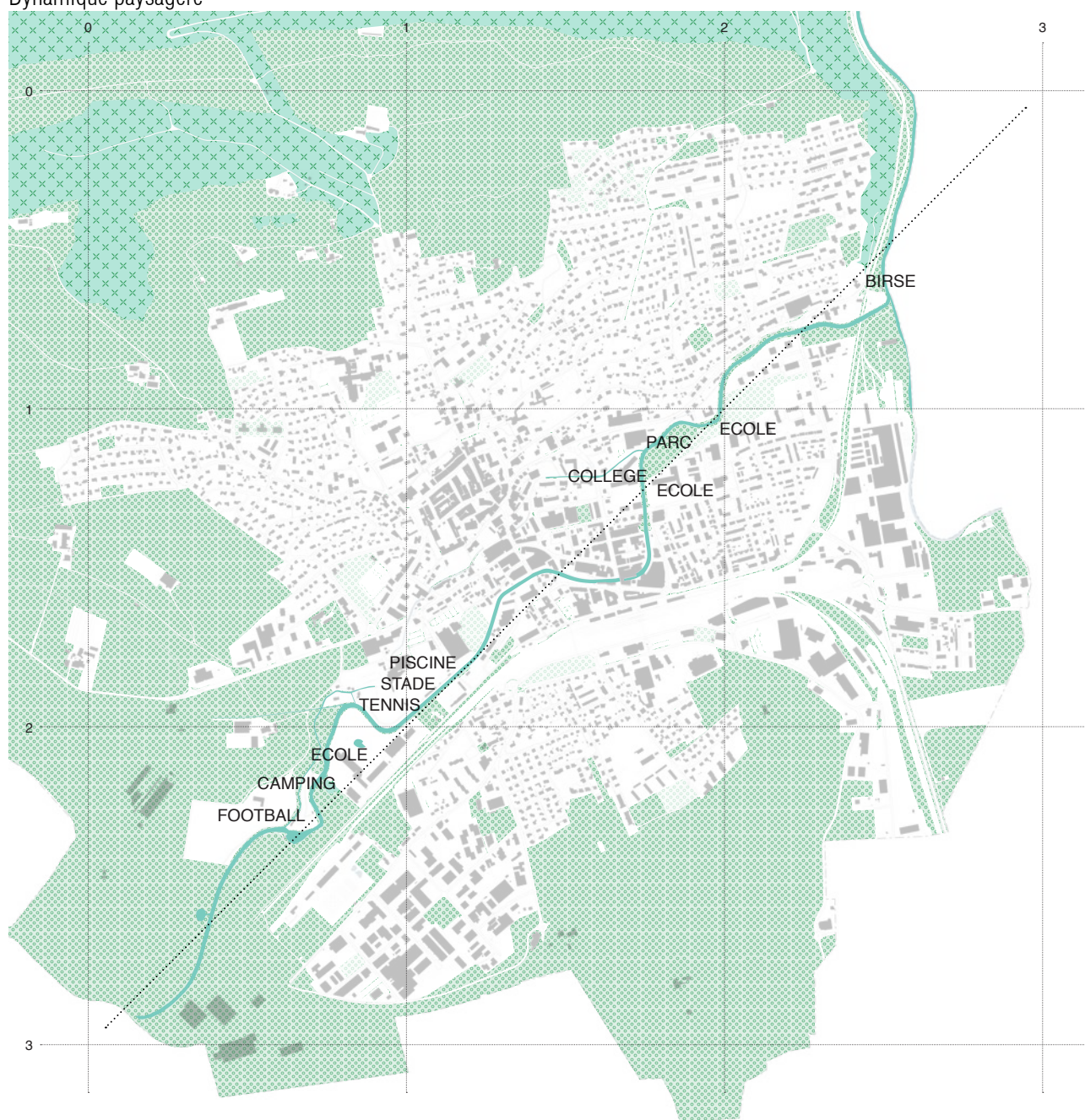
Multiforme et multifonctionnelle, **cette dynamique paysagère doit être renforcée** à l'échelle de la ville et de l'agglomération dans ses trois dimensions :

- **vecteur structurant de mobilité douce** à travers Delémont, de Courtételle à Soyhières ;
- **espace à vocation publique**, qui doit relier des équipements et des fonctions d'agglomération ;
- **épaisseur paysagère**, support de la nature en ville dans différents contextes : centre urbain, terres agricoles, équipements sportifs, forêts.



Dynamique paysagère le long de la Sorne

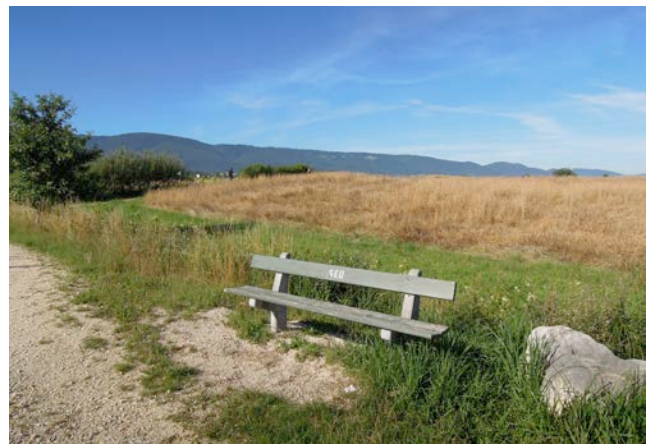
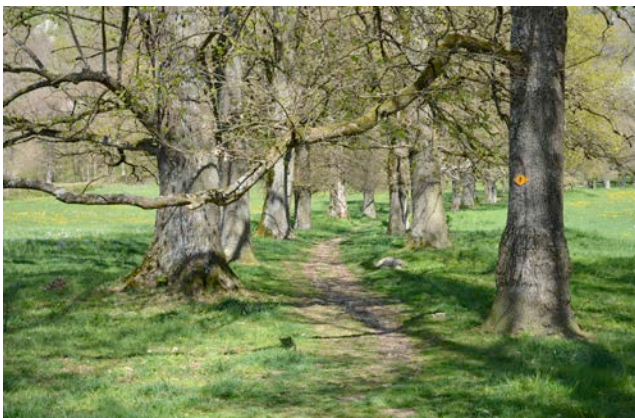
Dynamique paysagère



Objectif D**Renforcer le caractère public des espaces ouverts⁶ et des programmes bâtis le long de la Sorne**

La Commune confirme la vocation publique des rives de la Sorne ; une intention qui se traduira par la poursuite de l'aménagement paysager des espaces publics, le renforcement d'une liaison de mobilité douce à l'échelle de l'agglomération, la mise en œuvre des mesures relatives à la Sorne et aux cours d'eau issues de la CEP et le choix des programmes bâtis le long du cours d'eau.

⁶ Voir note 1



3.4 PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER

Contexte

La ville de Delémont s'est installée dans la vallée formée par les bassins de la Birse, de la Sorne et de la Scheulte, qui définissent un territoire de confluence dans la plaine au pied de la ville. Elle s'inscrit dans un paysage diversifié marqué par :

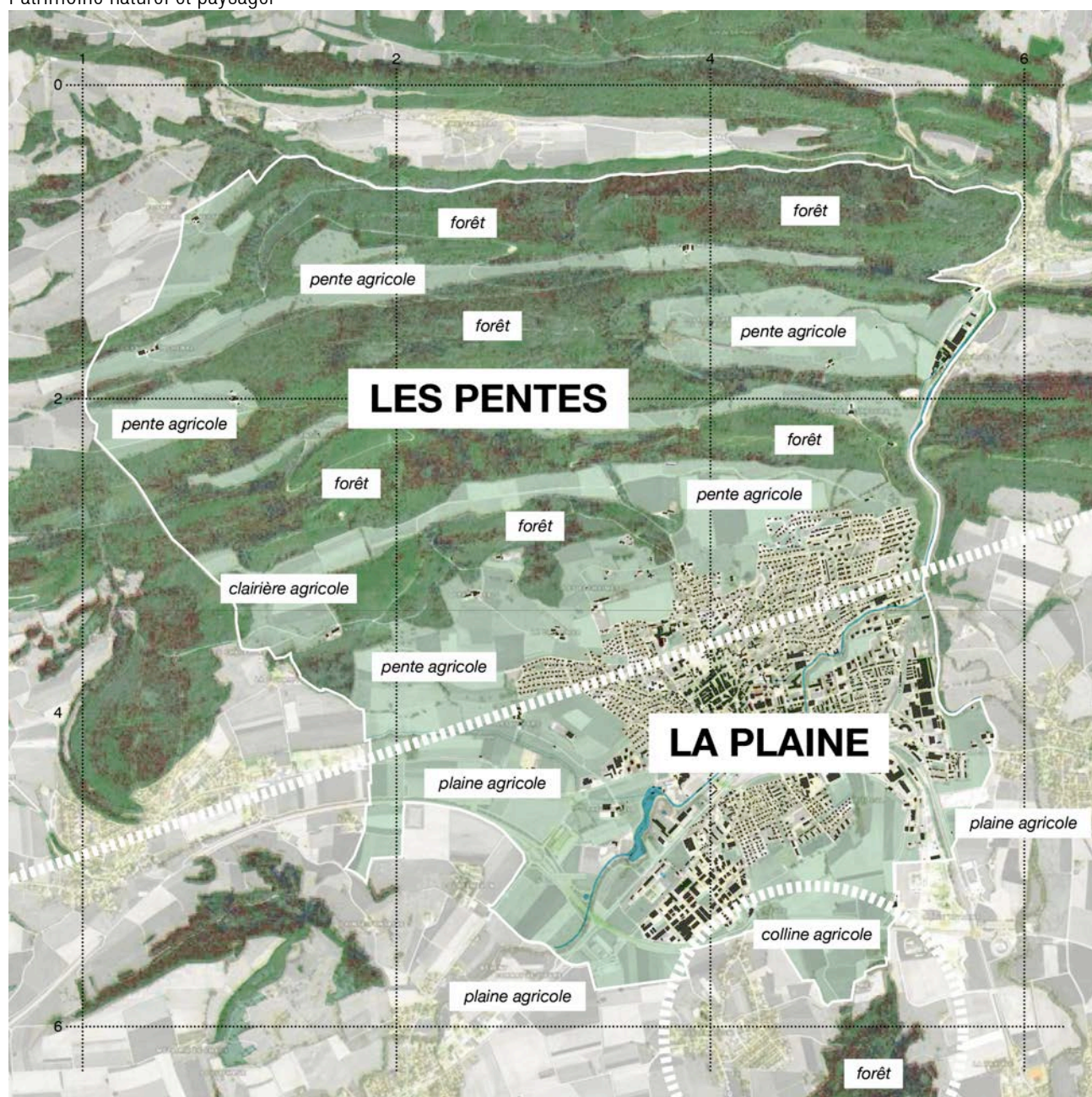
- les montagnes et leur couverture forestière, qui dominent la ville de Delémont et l'agglomération ;
- les pâturages, leurs bosquets et leurs haies ;
- les espaces agricoles.

Ce patrimoine naturel et paysager joue un rôle écologique, économique et social important à l'échelle de l'agglomération. Il est constitutif de l'identité de Delémont. L'urbanisation engendre cependant une pression sur ces espaces.

Concept

L'attractivité de Delémont s'appuie en partie sur la proximité des espaces ouverts⁷ naturels et agricoles. La Commune soutient la préservation de ces espaces. Il y a toutefois un intérêt évident de la population à pouvoir y accéder pour ses loisirs et à les parcourir à pied ou à vélo. **La Commune valorisera les fonctions d'accueil de son patrimoine naturel et paysager tout en veillant à ce que cette fonction soit compatible avec la protection de la nature** et les activités agricoles et sylvicoles.

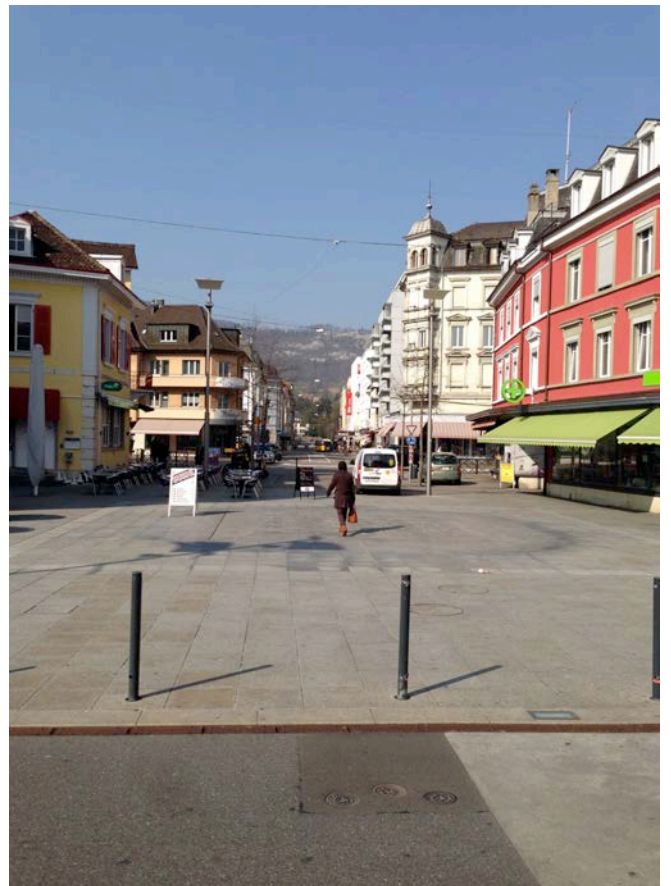
⁷ Voir note 1



(Source : Système d'Information du Territoire Jurassien © [SIT-Jura](#))

Objectif E	Renforcer le patrimoine naturel et assurer sa mise en réseau <p>La valeur du patrimoine naturel est liée à ses fonctions à la fois écologiques et sociales. Sa préservation et l'amélioration de la connectivité entre ses différents éléments constituent un enjeu important de qualité du cadre de vie dans la commune et l'agglomération.</p>
Objectif F	Renforcer les réseaux de loisirs et de détente valorisant les activités agricoles et forestières <p>Les forêts et les espaces ouverts⁸ naturels et agricoles sont sollicités par la population comme espaces de détente et de loisirs. Pour répondre à cette demande, qui va augmenter avec la croissance démographique à l'échelle de l'agglomération, la Commune souhaite poursuivre l'aménagement de structures d'accueil et l'information de la population : parcours de découverte des paysages, de la nature et du patrimoine ; réseau continu et attractif d'itinéraires de promenades et de randonnées, en collaboration avec les autres communes de l'agglomération ; parkings.</p>
Objectif G	Augmenter la présence de la nature en ville <p>Delémont souhaite tirer parti de la proximité d'espaces naturels et paysagers : la trame verte qui compose l'espace bâti et le relie à l'espace rural et au patrimoine naturel sera renforcée pour ses fonctions écologiques (biodiversité, continuité des espaces naturels) et sociales. Cela passe notamment par la mise en œuvre des mesures contenues dans la Conception d'évolution du paysage (CEP), à travers son projet phare « L'arbre : biodiversité et transition ».</p>

⁸ Voir note 1



3.5 RESEAU MAJEUR D'ESPACES PUBLICS

Contexte

La structure urbaine et paysagère de Delémont peut être analysée, perçue et vécue à travers son réseau majeur d'espaces publics.

La ville de Delémont n'est en effet pas structurée par de grands espaces publics emblématiques mais par son réseau d'espaces publics qui :

- porte le développement historique et portera le développement futur de la Ville ;
- offre des repères lisibles et visibles dans le territoire urbain ;
- est le support de la pratique quotidienne de la ville ou va le devenir avec l'émergence de nouveaux quartiers ;
- relie des lieux importants, des points d'intensité (« là où les choses se passent »), des équipements emblématiques ;
- donne une cohérence à une série d'espaces urbains de formes diverses (rues, placettes, parcs, décrochements, etc.) et à l'alternance de formes bâties qui se côtoient dans la ville.

Concept

Les différentes séquences du réseau majeur d'espaces publics (promenade le long de la Sorne, traversée de la zone d'activités de la Communance, rue commerçante du centre-ville, etc.) sont uniques par les espaces qu'elles traversent et relient, et par les programmes et les lieux qu'elles rassemblent. La reconnaissance de ces séquences dans la Conception directrice ne signifie pas que la Commune souhaite engager des projets d'aménagement pour chacune d'elles, ce qui ne serait pas réaliste, mais qu'elle a l'intention de définir un certain nombre de principes d'aménagement qui pourront s'imposer aux porteurs de projets, privés ou publics, afin de tenir compte des qualités et des ambiances spécifiques des espaces traversés.

Le Plan directeur communal peut définir ces principes, qui seront mis en œuvre au travers des cahiers des charges des secteurs du centre-ville, du Plan de zones et du Règlement communal sur les constructions.

En reliant des lieux importants⁹ entre eux, les éléments du réseau majeur d'espaces publics deviennent naturellement des vecteurs de mobilité majeurs. La mobilité douce doit être privilégiée et facilitée mais ces éléments peuvent aussi être les supports de transports publics performants ou de déplacements motorisés.

⁹ Lieux publics à vocations variables

Réseau majeur d'espaces publics



Objectif H**Affirmer la structure urbaine et paysagère de Delémont au travers de son réseau majeur d'espaces publics**

Le réseau majeur d'espaces publics tisse des liens physiques et programmatiques entre les lieux d'intensité (programmes publics, lieux importants¹⁰, sites majeurs de développement, espaces urbains majeurs, quartiers résidentiels). L'élaboration d'une vision urbanistique, paysagère et programmatique pour chacune de ses séquences permettra d'accroître leur lisibilité et leur identité propre.

¹⁰ Lieux publics à vocations variables



3.6 LIMITES ET TRANSITIONS

Contexte

L'espace urbanisé de Delémont, la « ville à la campagne », est largement entouré d'espaces agricoles. Au-delà de leur valeur productive fondamentale, les espaces ouverts¹¹ qui entourent la ville définissent et renforcent les relations entre le cadre naturel et paysager et cet espace urbanisé.

Les relations paysagères (limites et transitions) entre espaces urbanisés et ouverts sont non seulement conditionnées par la délimitation de la zone à bâtir mais également par le rapport au sol, la végétation et l'arborisation, les dimensions du bâti et les distances. Chaque limite ou transition définit des rapports spécifiques entre espaces bâtis et espaces ouverts.

Concept

L'enjeu consiste à différencier les limites et les transitions selon des contextes différents, de manière à caractériser les différentes situations.

En lien avec le grand paysage de la vallée, **deux espaces de transition sont particulièrement importants** :

- **le coteau agricole au nord**, qui assure une transition claire entre la forêt et les quartiers de villas (voir 1 sur la carte) ;
- **la colline au sud**, qui joue également ce rôle de transition entre l'espace urbanisé et le grand paysage de la vallée.

Certains éléments assurent des **limites évidentes** : la Birse, la Sorne et leurs cordons boisés assurent une limite naturelle forte (A) et l'autoroute une **limite infrastructurelle** (B).

Afin de préserver et de mettre en valeur les espaces agricoles au nord et au sud (1+2), des **limites franches** entre le bâti et l'espace agricole doivent être définies ou renforcées (C+D).

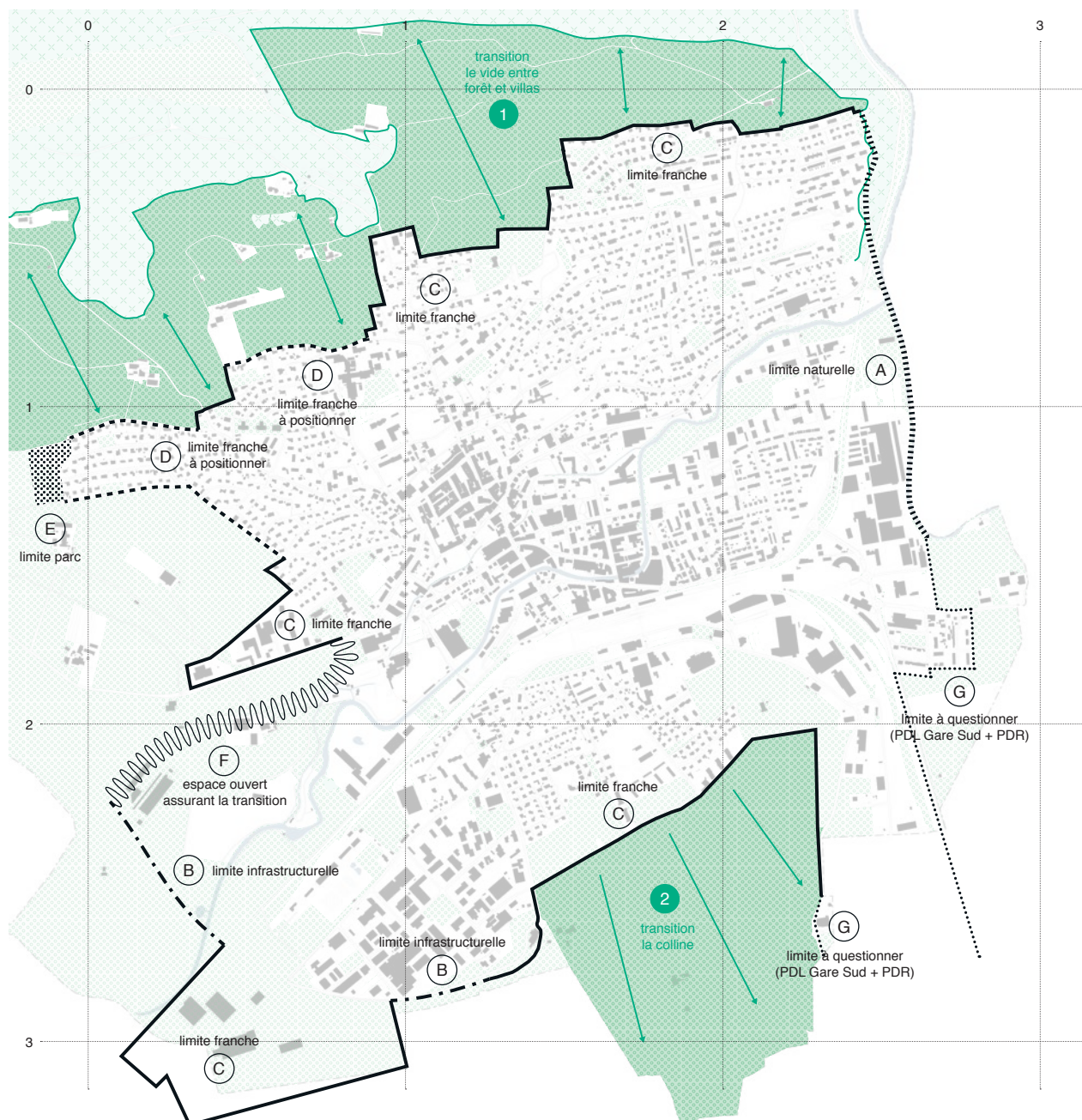
Certains espaces ouverts peuvent jouer un rôle de limite, comme le parc Entre-les-Etangs (E). La particularité de l'entrée de la ville à l'ouest, où le bâti est disséminé dans les espaces ouverts, en fait un espace de transition (F).

Enfin, les orientations du Plan directeur localisé Gare Sud et du Plan directeur régional de l'agglomération permettront de définir les limites à l'est de la ville, autour de l'entrée de ville et de la Ballastière (G).

En fonction de ces éléments, la délimitation de la zone à bâtir peut être réadaptée, certaines extensions peuvent intervenir, en particulier dans les secteurs de limites franches à positionner (D), afin de créer des transitions paysagères.

¹¹ Voir note 1

Limites et transitions



Les transitions

- 1 Le vide entre forêt et villas
- 2 La colline

Les limites

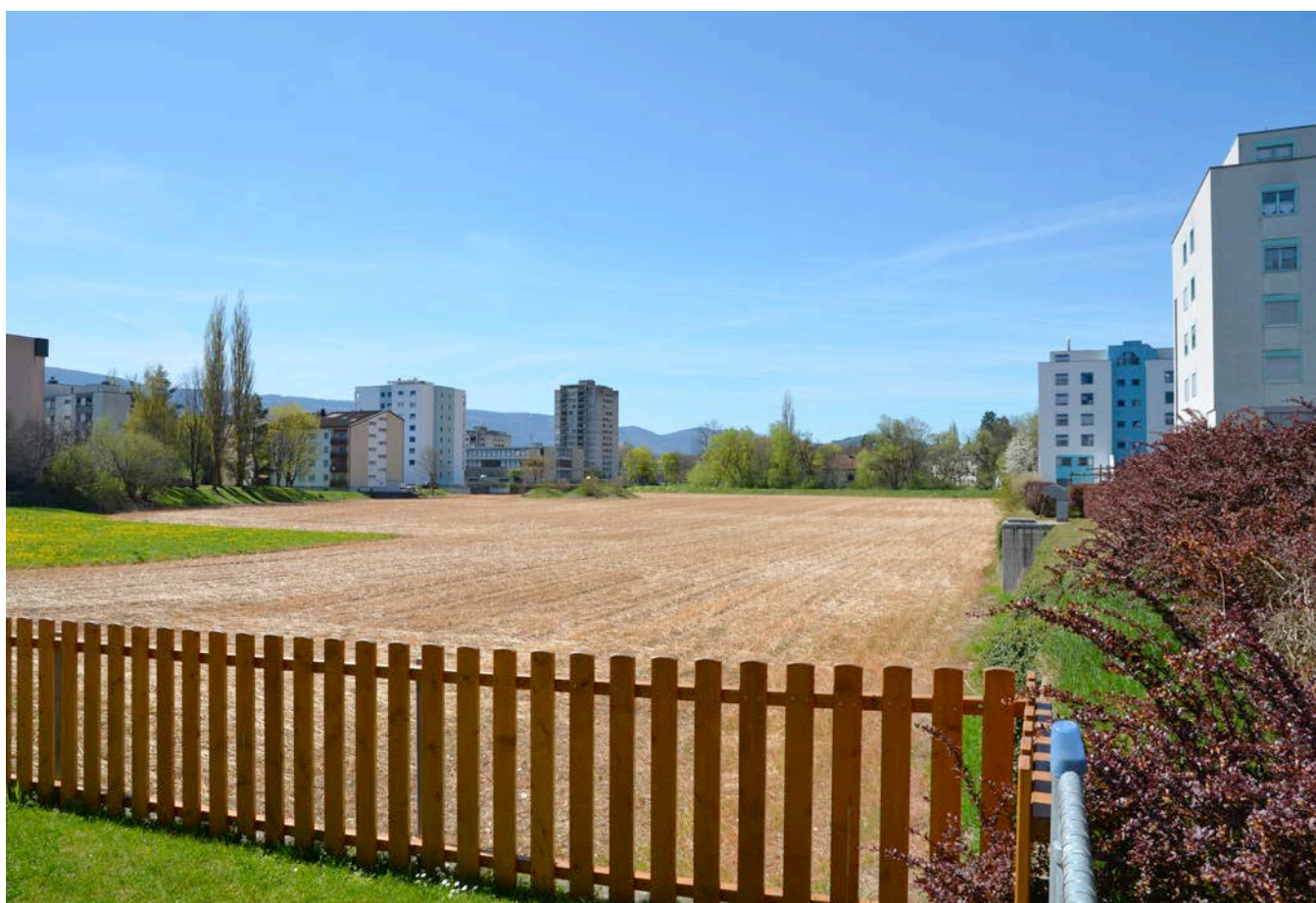
- A Limite naturelle
- B Limite infrastructurelle
- C Limite franche
- D Limite franche à positionner
(en cas d'extension de la zone à bâtir en particulier)
- E Limite parc
- F Espace ouvert assurant la transition
- G Limite à questionner (PDL Gare Sud + PDR)

Objectif I**Concentrer l'urbanisation prioritairement dans la zone à bâtir**

La Commune soutient la préservation des terres agricoles dans toute la mesure du possible et la concentration de l'urbanisation dans les sites majeurs de développement (voir objectif K). C'est notamment en définissant des limites claires de l'urbanisation que la viabilité des exploitations agricoles sera assurée. En cas de besoins, une extension de la zone à bâtir reste possible, en particulier afin de répondre à la demande pour de l'habitat ou pour des projets d'intérêt public.

Objectif J**Définir la qualité des limites et des transitions entre espaces ouverts et bâtis**

Selon le contexte, les franges urbaines peuvent être très diverses dans leurs qualités paysagères et naturelles, leurs qualités d'appropriation ou de limite franche entre le bâti et la zone agricole. La Commune souhaite élaborer des recommandations d'aménagement propres à chaque situation de manière à renforcer les qualités des espaces ouverts qui entourent la ville sans porter préjudice à l'agriculture, dans toute la mesure du possible.



3.7 SITES MAJEURS DE DEVELOPPEMENT

Contexte

Delémont, à travers son développement, doit renforcer son rôle de centre urbain de l'agglomération et de capitale du Canton du Jura (voir le chapitre 1. Introduction). Conformément à la nouvelle Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) et son ordonnance d'application, la ville de **Delémont prône un développement concentré à l'intérieur du tissu bâti**, de manière à favoriser l'intensité urbaine et à préserver les espaces ouverts¹² naturels et agricoles. Le potentiel très théorique de nouveaux logements étant a priori supérieur aux besoins (voir 1.3), **une extension de la zone à bâtir pour répondre aux besoins liés à l'habitat collectif et groupé n'est pas nécessaire jusqu'en 2030**. Des espaces existants devront donc être investis ou réinvestis afin d'accueillir ces nouveaux programmes. Par contre, pour l'habitat, une extension de la zone à bâtir est nécessaire (voir 1.3).

En cas de développement économique majeur ou pour des besoins d'intérêt public particuliers (écoles, équipements sportifs, centre de congrès, etc.), y compris en ce qui concerne le logement, une extension de la zone à bâtir doit rester possible.

Plusieurs projets urbains d'envergure sont déjà en cours de planification (Plan directeur localisé Gare Sud, écoquartier Gros-Seuc, projet CREA-Le Ticle au centre-ville). Ils répondent clairement à ces enjeux, en investissant des espaces proches de tissus urbains denses, et permettront l'émergence de logements, d'activités économiques, et de programmes et équipements à l'échelle de l'agglomération et du canton.

Concept

Des sites majeurs de développement ont été identifiés, qui permettront de répondre à des enjeux importants pour une vision à long terme de Delémont et de son agglomération. Ces sites accèdent à ce statut du fait de leur situation, de leur vocation et de leur taille ; ils peuvent en effet être vecteurs du rayonnement de Delémont à grande échelle (Gare Sud), de l'affirmation de son statut de centre urbain dense (centre-ville), de la vitalité et de l'attractivité économique de la commune et de la région (Communance), du renouvellement urbain à long terme (Von Roll, hôpital, Arquebusiers) ; ils permettront en outre de répondre aux besoins en nouveaux logements, sauf en ce qui concerne l'habitat individuel.

Avec des temporalités de planification et de réalisation très différentes, ces sites sont tous, de façon très probable, amenés à évoluer dans les prochaines années. De plus, étant donné leurs tailles, **ces sites constituent des potentiels très importants de développement qu'il s'agit de maîtriser**, tant dans leur programmation que dans leur forme, leur densité, leur aménagement et leur approvisionnement énergétique.

Ils se situent pour la plupart sur des lieux stratégiques du réseau majeur d'espaces publics (voir 3.5), permettant notamment de renforcer l'axe paysager de la Sorne et les séquences traversant le centre-ville et le territoire de confluence. Ils deviendront ainsi des lieux importants de la vie urbaine de Delémont.

¹² Voir note 1

Sites majeurs de développement



Objectif K	Concentrer et assurer la maîtrise du développement urbain dans les sites majeurs de développement
-------------------	--

La révision du PAL est l'occasion d'élaborer une vision d'ensemble spécifique pour chacun des sites majeurs de développement (programmation, densité, aménagement, approvisionnement énergétique), en cohérence avec la vision du développement de la Commune.

Objectif L	Renforcer l'attractivité économique de Delémont et de son agglomération
-------------------	--

La diversité de l'offre pour l'accueil d'activités économiques est un atout que la Commune souhaite renforcer, en affirmant le caractère et la vocation économique propres à chaque site majeur de développement : le centre-ville comme lieu de l'intensité urbaine dense et mixte, la Communance comme un quartier d'activités attractif, le secteur Gare Sud comme le lieu emblématique du territoire de confluence.

Objectif M	Répondre aux besoins diversifiés de logements
-------------------	--

La Commune souhaite redéfinir sa politique du logement ; elle mettra en œuvre les leviers dont elle dispose pour favoriser la multiplicité des choix et des parcours résidentiels, afin d'assurer une offre équilibrée dans le sens d'une mixité sociale et intergénérationnelle ; elle cherchera donc à diversifier les formes d'habitat collectif et individuel et les catégories de logements (loyers libres, loyers modérés, coopératives, PPE).



3.8 SECTEURS A VOCATION RESIDENTIELLE

Contexte

Chaque secteur résidentiel possède ses propres qualités qui doivent être le support de la réflexion. En effet, le bâti, les espaces publics, le rapport au paysage revêtent des formes différentes dans chacun d'eux :

- habiter une villa avec vue dans les quartiers en pente (Cras-des-Fourches, Mexique) ;
- habiter une villa dans un quartier de la vallée (Voinnet, quartier sud) ;
- habiter un petit collectif urbain dans un quartier (Cité Meister) ;
- habiter l'entrée de ville à l'ouest (Arquebusiers).

Les forts développements prévus dans les sites majeurs vont nécessairement créer de nouveaux équilibres et de nouveaux rapports avec ces secteurs résidentiels et, pour certains, réinterroger les limites de l'urbanisation.

Concept

D'une manière générale, les principales ambitions pour les secteurs à vocation résidentielle sont :

- la tranquillité ;
- la qualité paysagère, d'accessibilité et d'appropriation des espaces publics ;
- la continuité du tissu urbain avec le reste de la ville.

Leur densification est souhaitée par la Commune mais de manière mesurée, par la valorisation de certaines dents creuses et la fixation d'indices minimum notamment. Un découpage plus fin des secteurs résidentiels en quartiers doit être réalisé dans le cadre de l'élaboration du Plan directeur d'urbanisation (PDU), de manière à identifier les **qualités et atmosphères spécifiques** à chacun d'eux : **forme et structure bâtie, patrimoine bâti et naturel, caractère et vocation des espaces publics et espaces verts, type de relation (transitions) entre le bâti et les espaces ouverts¹³, vues sur le grand paysage**. Les objectifs et principes d'aménagement qui seront définis dans le PDU tiendront compte des spécificités de chaque quartier et pourront déboucher sur des directives particulières.

Supports de la vie sociale des quartiers, les espaces publics jouent un rôle prépondérant. **Des centralités de quartier** doivent être créées et réparties pour permettre et favoriser la rencontre et le lien social. Elles peuvent prendre des formes multiples selon les contextes – banc, fontaine, jeux, table commune, etc. – et prendre place dans différents milieux – dans la rue, dans un parc, etc.

La qualité des espaces résidentiels demeure également dans le **réseau de mobilité douce**, permettant des liaisons facilitées entre les différents quartiers et avec les espaces urbains majeurs.

Des cheminements principaux de mobilité douce rendent effective la **connexion des différents quartiers**. Il s'agit ici de favoriser à la fois les déplacements inter-quartiers et les liens avec les espaces urbains majeurs à travers le développement d'un réseau complet de mobilité douce et de réduire autant que possible le trafic automobile de transit en le reportant sur le réseau principal.

¹³ Voir note 1

Secteurs à vocation résidentielle



Objectif N**Affirmer la vocation des quartiers résidentiels**

La mutation des quartiers résidentiels ne constitue pas un enjeu majeur pour la Commune ; les évolutions se feront au fur et à mesure de l'intérêt des propriétaires. La Commune veillera toutefois à :

- une densification mesurée, par des formes urbaines adaptées aux différents quartiers ;
- la bonne intégration de chaque opération dans le tissu urbain existant (gabarits compatibles avec la structure paysagère et le voisinage) ;
- encourager les modes doux et les transports publics pour les déplacements internes.

Objectif O**Assurer la perméabilité¹⁴ interne des quartiers et les liens avec les espaces urbains majeurs**

Dans les quartiers résidentiels, en particulier dans les quartiers de villas, il ne s'agit pas seulement de produire des logements mais également de densifier le maillage à travers la commune, c'est-à-dire décroisonner, créer des espaces publics et améliorer l'accessibilité à l'intérieur du tissu bâti et aux espaces urbains majeurs. Les liaisons en modes doux et transports publics entre les quartiers et les espaces urbains majeurs doivent être privilégiées.

Objectif P**Renforcer les identités propres à chaque quartier au travers de leurs espaces publics de proximité**

L'amélioration de la qualité paysagère, d'appropriation et d'accessibilité des espaces publics constitue le principal levier dont dispose la Commune pour agir sur la qualité du cadre de vie dans les quartiers.

¹⁴ Voir note 4

4. STRATEGIE PAR DOMAINE

4.1 POLITIQUE DE L'HABITAT

Contexte

Le marché du logement à Delémont fait actuellement l'objet d'une forte pression. Au 1^{er} juin 2014, le nombre de logements vacants s'élevait seulement à 154 unités, parmi lesquelles se trouvaient environ 10 maisons individuelles pour 144 logements collectifs. Ces 154 logements vacants représentaient 2.4% du parc de logements. A l'heure actuelle, on considère que le marché immobilier est équilibré lorsque le **taux de logements vacants est d'environ 1.5%. Le marché du logement à Delémont, après plusieurs années marquées par un déficit, est par conséquent relativement équilibré. Il convient toutefois d'être prudent avec ces chiffres, au vu de l'importante évolution constatée entre 2013 (64 logements vacants) et 2014 (154 logements vacants).**

Compte tenu de ces éléments contextuels, **le parti pris par la Commune est celui de concentrer l'urbanisation prioritairement dans la zone à bâtir (objectif I, p. 43) avec, au besoin, une extension de la zone à bâtir, en particulier afin de répondre à la demande pour l'habitat ou pour des projets d'intérêt public.** La Commune souhaite ainsi en priorité **(re)construire la ville sur la ville**, en densifiant l'espace bâti, en exploitant les terrains libres de construction ou encore les friches urbaines et en requalifiant les bâtiments existants. Développer uniquement le modèle de la maison individuelle n'est plus totalement pertinent : d'autres alternatives offrant une qualité de vie au moins équivalente, et favorisant une mixité sociale et intergénérationnelle, peuvent et doivent être proposées parallèlement afin d'éviter des quartiers axés sur un seul type d'habitat. Il est nécessaire de favoriser la réalisation de quartiers durables : rénovation, construction de maisons individuelles et groupées, d'habitat collectif ou encore mise sur le marché de logements à loyers modérés, etc. Un travail approfondi avec les coopératives d'habitation existantes à Delémont est également nécessaire afin de développer une offre de logements attractive assurant une mixité sociale et intergénérationnelle.

La présence de nouvelles infrastructures telles que le Campus tertiaire nécessite également de traiter la problématique de la mise à disposition de logements à prix abordables à destination des étudiants.

Concept

Pour Delémont, **la mise sur le marché de logements attractifs, notamment à loyers modérés, est un objectif essentiel.** A ce stade, une définition claire et précise de cette notion mérite d'être donnée : « Les logements à loyers modérés sont des logements destinés à être occupés par des ménages ayant de faibles revenus ou des personnes économiquement ou socialement défavorisées. Le loyer doit être adapté aux ressources financières du locataire et doit être inférieur au prix pratiqué sur le marché. Les bénéfices de l'activité locative ne doivent servir qu'à l'entretien des immeubles et des appartements afin d'offrir un cadre de vie agréable. Ce loyer modéré peut être proposé par une organisation publique ou privée pouvant bénéficier d'un financement public direct (subvention) ou indirect (exonération fiscale p.ex.) » (Intartaglia et al. *Analyse du marché du logement sur Delémont auprès des coopératives delémontaines*, juin 2014).

Afin de s'engager dans cette nouvelle dynamique des logements à loyers modérés, plusieurs grandes lignes ont été définies et sont présentées ci-dessous. Certaines sont reprises de la Conception directrice du Plan directeur communal « Delémont, cap sur 2010 », qui était déjà extrêmement ambitieux et volontariste.

- **Encourager les coopératives existantes ou à créer** à Delémont afin que celles-ci développent davantage de logements à loyers modérés. La Commune doit s'investir davantage dans le soutien aux coopératives delémontaines et vice versa. Une charte entre les deux parties doit être signée, afin de régler les termes d'une collaboration optimale. Coopératives et Commune doivent travailler main dans la main afin de mettre sur le marché des logements supportables financièrement notamment par les populations les moins aisées et les personnes âgées.
- **Fixer des pourcentages de type de logements** accessibles à toutes les catégories de population lors du développement de nouveaux quartiers ou lors de nouvelles constructions d'immeubles d'une certaine importance, à l'image de ce qui a été fait pour l'écoquartier du Gros-Seuc. Un pourcentage minimal doit être fixé dans le Plan directeur communal et au niveau légal, quant à la construction de logements à loyers modérés lors du développement de nouveaux projets.
- **Assurer une mixité des types d'habitat et de logements dans les zones libres.** Les nouveaux quartiers qui pourraient voir le jour dans le secteur du Neuf-Cul ou de la friche Von Roll doivent assurer la mixité des formes d'habitation (collectif, groupé, individuel, etc.) ainsi que la mixité des loyers pratiqués.
- **Mettre à profit les réserves de terrains communaux** pour le développement de projets comprenant des logements à loyers modérés (Cras-des-Fourches, Arquebusiers, Abattoirs, Sud des voies, etc.).
- **Définir une politique de gestion des appartements propriété de la Ville de Delémont** et fixer, en particulier, des règles et des critères d'attribution afin de garantir leur usage par des personnes ayant un revenu modeste.
- **Utiliser les outils du droit privé** et notamment le droit de superficie et le droit d'emption légal. Le droit de superficie permet à la Commune de mettre à disposition des investisseurs des terrains tels que celui des Moissons ou des Abattoirs, pour la réalisation de nouveaux logements, tout en fixant un certain nombre de conditions. Le droit d'emption légal permet, quant à lui, à la Commune d'acheter des terrains à des propriétaires fonciers si ces derniers ne les ont pas construits dans un délai donné et de les mettre ainsi à disposition pour la construction de logements collectifs, d'habitat groupé et individuel ou de logements à loyers modérés.
- **Encourager la réhabilitation du patrimoine bâti** par des mesures d'incitation, d'organisation et d'accompagnement.

Ces orientations données à la politique du logement doivent permettre de faire revenir la population en ville pour occuper des logements ou des terrains jusque-là inutilisés, ainsi que de répondre à la demande en termes de logements. Les modèles classiques (villa individuelle avec terrain) cèdent petit à petit la place à de nouvelles formes d'habitat et de « vivre en ville ».

Une analyse du marché du logement sera effectuée dans le cadre de l'élaboration du Plan directeur communal. Par ailleurs, des objectifs plus détaillés, fixant notamment les attentes en termes quantitatifs ou encore les termes exacts de la Charte entre les coopératives et la Commune, seront également définis dans le Plan directeur communal.

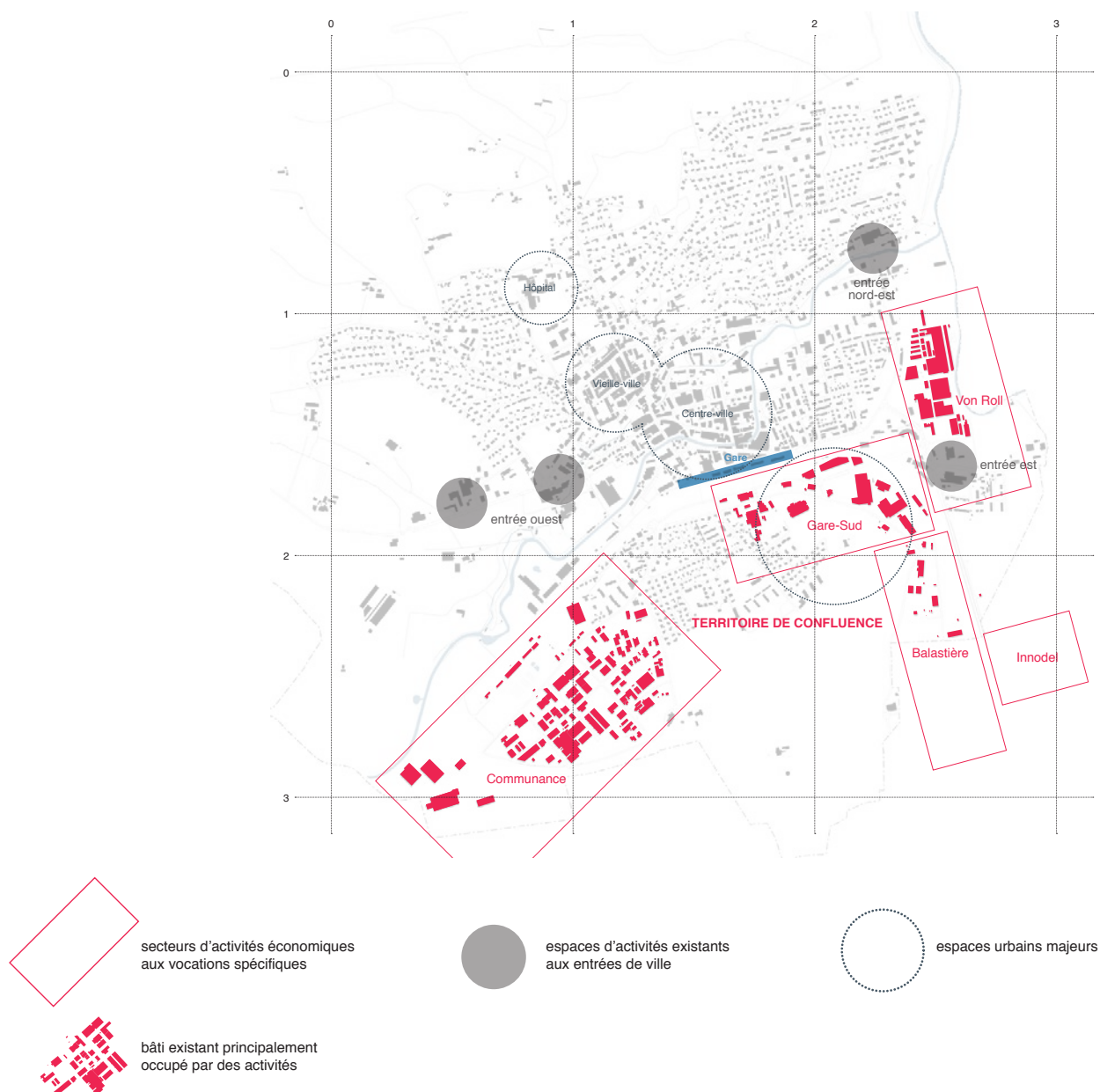
4.2 SECTEURS D'ACTIVITES

Contexte

Comme cœur de la vie urbaine, le centre-ville rassemble la majeure partie des activités économiques liées à la vie quotidienne de Delémont, à la fois les commerces et les services (commerces de détail, supermarchés, poste, banques, etc.). Le projet d'agglomération constitue le fondement d'une vision économique élargie de Delémont. En effet, le territoire de confluence devient l'espace de rayonnement à une échelle cantonale et supra-régionale. Il se concrétise sur la commune au travers de cinq sites distincts mais fortement liés.

Concept

Il s'agit de mettre en avant les spécificités des différents espaces de la commune pour dégager des vocations économiques claires.



- **La zone d'activités de la Communance** : attirer des entreprises à haute valeur ajoutée et créatrices d'emplois et favoriser la densification du quartier par l'introduction d'un indice d'utilisation du sol minimum et la possibilité de réaliser des places de parc en sous-sol ; des terrains sont encore disponibles et d'autres sont projetés au sud-est, en direction de Courtételle et de Rossemaison.
- **Le site de la Ballastière** : accueillir et développer des activités secondaires à faible valeur ajoutée consommatrices d'espace, à condition que celles-ci soient compatibles avec les programmes développés dans les quartiers Gare Sud.
- **Le secteur Gare Sud** : mettre en œuvre le Plan directeur localisé en cours d'élaboration. Celui-ci prévoit l'implantation d'équipements d'importance régionale et cantonale et des programmes d'envergure comme un centre de congrès, le futur hôpital régional, un hôtel, des salles de travail et de séminaires, des activités de loisirs, et le développement également d'un site d'innovation. Ce secteur n'est pas destiné à accueillir des supermarchés, des commerces d'alimentation et des boutiques, afin de ne pas concurrencer le centre-ville. Avec la vision et le slogan d'« être connecté et se connecter », ce futur quartier deviendra un espace emblématique du territoire de confluence, avec d'importantes ambitions économiques, ainsi qu'une attractivité et un rayonnement allant bien au-delà de la commune.
- **La Gare** : offrir un environnement propice à l'émergence de services et de commerces adaptés aux vocations des espaces qu'elle connecte : une offre hôtelière en lien notamment avec les développements de Gare Sud, des services de restauration, des services en lien avec le Campus tertiaire et ses usagers, etc. En tant que pôle principal de mobilité, la gare et son contexte proche ont en effet un rôle de connexion fort, tant dans leurs dispositions et aménagements spatiaux que dans leurs vocations programmatiques et commerciales.
- **Le centre-ville** : accueillir une partie importante des bureaux et des activités tertiaires de Delémont, afin de favoriser la mixité et l'intensité de la vie urbaine de Delémont.
- **La Vieille Ville** : reconnaître et renforcer les fonctions administratives, culturelles et touristiques spécifiques à la Vieille Ville et la présence des services et des programmes qui leur sont liés : marché, cafés, restaurants, magasins, etc.
- **Les entrées de la ville (ouest, est, nord-est)** : limiter la vocation commerciale actuelle de ces entrées de ville (Landi, McDonald's, garages) en s'assurant qu'elles ne concurrencent surtout pas les surfaces commerciales du centre-ville en particulier. Les entrées de la ville sont en effet des lieux aux enjeux économiques et commerciaux spécifiques ; certaines activités et programmes trouvent naturellement leur place dans ces espaces de croisement, où les flux automobiles sont importants et l'accessibilité est facilitée.
- **Innodel** : soutenir le développement du Parc suisse de l'innovation sur innodel. Bien que ces terrains ne soient pas situés sur la commune, ce site représente un enjeu pour le dynamisme économique et le rayonnement de la région et du Canton.
- **Le site Von Roll** : accompagner le développement d'activités à caractère mixte au sud du secteur encore exploité par l'entreprise Von Roll.

4.3 PATRIMOINE BATI

Contexte

Delémont est riche d'un patrimoine bâti digne de protection, qui fait l'objet d'inventaires et de recensements par la Confédération et le Canton du Jura : inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (ISOS / sites d'importance nationale), répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura, Recensement des jardins historiques de l'ICOMOS notamment.

D'une manière générale, à l'échelle de la ville, Delémont se caractérise par :

- l'alternance de diverses formes bâties, qui se côtoient dans la ville, à la fois très urbaines et, par endroits, typiques d'un tissu périurbain, voire villageois ;
- les ensembles urbains qui témoignent des différentes périodes de développement de la ville : la Vieille Ville, le centre-ville, le réseau en damier au nord de la gare, la Cité Meister, les quartiers ouvriers au sud des voies, les villas dans la pente.

Cette grande diversité est constitutive de l'identité urbaine de Delémont et, d'une manière générale, de la richesse de son patrimoine bâti historique et contemporain.

Le prix Wakker attribué à Delémont en 2006 par Patrimoine suisse récompense sa stratégie d'aménagement claire et son développement urbain soigneux et de grande qualité. Cette stratégie se poursuit depuis lors et oriente la révision du Plan directeur communal.



Objectifs de sauvegarde A selon ISOS

ICOMOS



élément individuel



ensemble



périmètre



jardins historiques

Concept

La Commune souhaite, au travers des projets de développement urbain, à la fois valoriser son patrimoine historique et les formes bâties constitutives de son identité urbaine. Les principaux éléments du patrimoine historique figurant dans les inventaires et recensements seront reportés dans l'image directrice du Plan directeur communal et pris en compte afin de définir l'image du développement souhaité.

Objectifs thématiques

Les principaux objectifs de la politique patrimoniale de Delémont sont les suivants :

- préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti, naturel et paysager ;
- considérer la diversité bâtie, l'hétérogénéité des formes urbaines comme une qualité constitutive de l'identité urbaine de Delémont ;
- préserver la lisibilité des différentes époques de développement de la ville ;
- maintenir les vues caractéristiques sur la Vieille Ville ;
- valoriser le patrimoine bâti et historique de la Vieille Ville, dans le cadre de la politique de l'habitat notamment, ainsi que lors de la tenue d'événements dans l'espace public : festivals, fêtes officielles, Carnaval, etc.

4.4 POLITIQUE DES ESPACES PUBLICS ET DES ESPACES VERTS

Contexte

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie et de l'image d'une ville. Ils permettent de s'y repérer et d'en comprendre l'organisation et le fonctionnement. Par l'ancienneté de leurs tracés ou au contraire leur contemporanéité, les espaces publics de Delémont contribuent à forger l'identité et l'attractivité de la ville et de l'agglomération. Lieux de vie, d'usage quotidien, les espaces publics doivent répondre aux besoins de la population. Ce sont aussi, par excellence, des **espaces partagés mettant en relation les lieux et les hommes** ; ils sont porteurs de valeurs culturelles et urbaines, de lien social. Ils respectent les différents types d'usagers comprenant une répartition plus équilibrée entre automobilistes, piétons et cyclistes. C'est en apportant une grande attention aux spécificités des lieux, en prenant en compte **toutes les dimensions de l'espace public**, techniques, spatiales, paysagères et sociales qu'un espace de vie va redonner un nouveau souffle aux différents quartiers qui composent Delémont.

Concept

L'espace public prend des formes très différentes (rue, place, placette, espace vert, etc.) selon le contexte urbain dans lequel il s'inscrit, les programmes et espaces qu'il rassemble. Il est important de **prendre en compte ces spécificités** et de **proposer des aménagements adaptés à chaque situation**.

L'action sur les espaces publics doit permettre de confirmer et de renforcer tout d'abord le centre-ville et la Vieille Ville comme des espaces urbains majeurs présentant des vocations et des attractivités complémentaires.

L'axe paysager de la Sorne (et de la Birse) doit être renforcé comme espace public structurant, ainsi que l'ensemble du réseau majeur d'espaces publics de la commune.

A l'échelle des quartiers résidentiels existants et futurs, l'enjeu est de valoriser et d'améliorer les espaces et les places de jeux publics existants, d'en créer de nouveaux et de les mettre en réseau, afin de favoriser la rencontre et la socialisation.

Enfin, les espaces urbains de Delémont entretiennent une grande proximité avec les espaces verts et la campagne proche. Il s'agit donc de renforcer l'accès et la qualité de ces espaces verts au sein de la ville et de valoriser les interfaces et les limites avec le grand paysage ouvert.



confirmation et renforcement
des espaces urbains majeurs
(centre-ville et Vieille Ville)



confirmation et renforcement
des axes majeurs structurant
l'espace public



valorisation et amélioration de
la qualité des espaces publics
au sein des quartiers existants
et à venir



renforcement des accès et de
la qualité des espaces verts



renforcement des espaces
de rencontres et de sociabilité
à travers des mini-centralités
de quartier



place de jeux principale



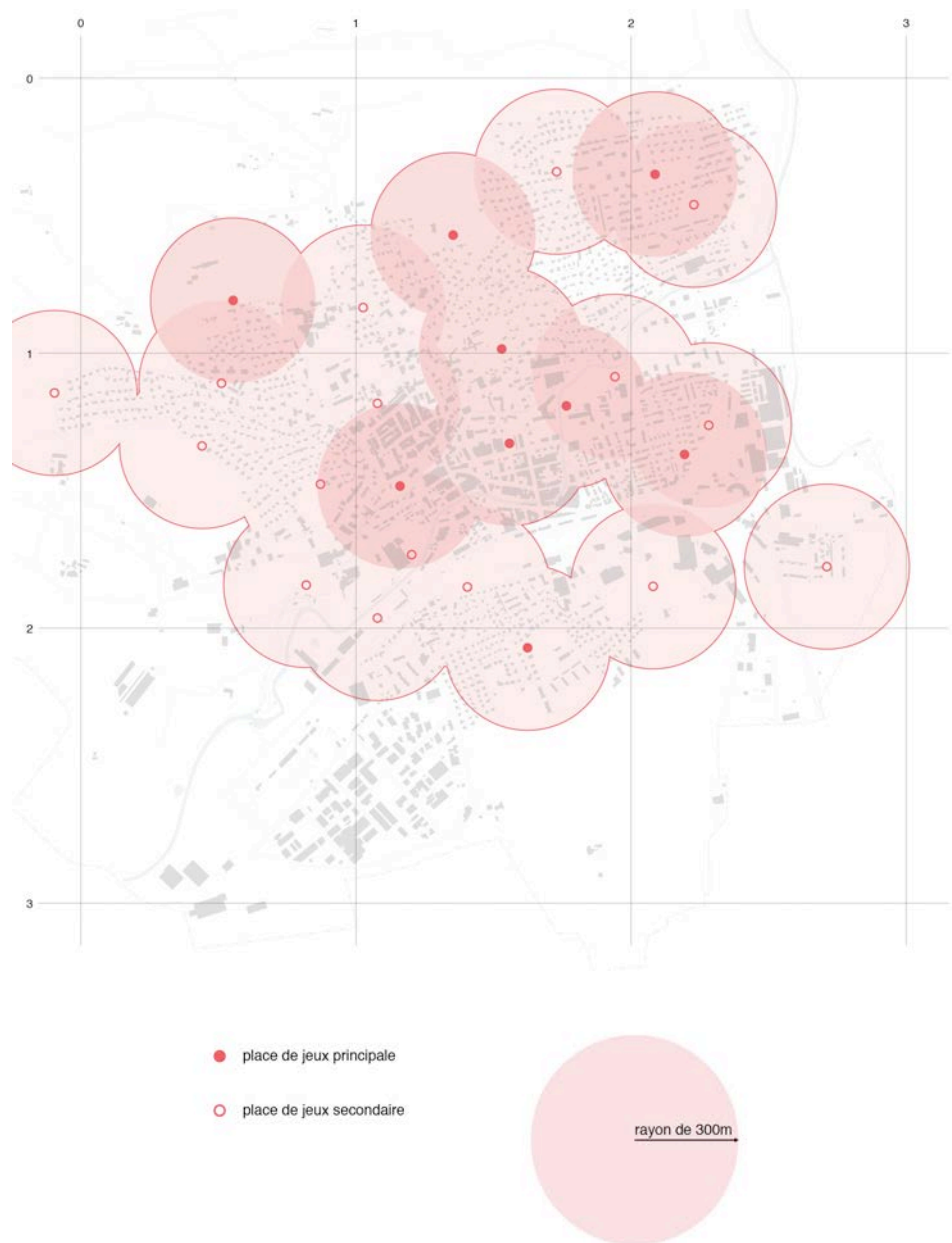
place de jeux secondaire



confirmation de l'axe paysager
de la Sorne et valorisation de
la Birse



qualification et valorisation des
interfaces avec la campagne proche



Réseau des places de jeux de Delémont (Extrait du plan directeur des places de jeux, UETP, 2012 (Source : UETP))

Objectifs thématiques

Chercher à définir la qualité des espaces publics est un exercice qui peut se révéler complexe et donner des résultats différents selon que l'on interroge les décideurs, les concepteurs ou les usagers. Ils permettent à la population de se rencontrer, de se déplacer, d'échanger, de se délasser, de jouer, etc. Ils participent également au sentiment de bien-être et à la qualité de vie ressentie par la majorité de la population, en contrepartie de la densification urbaine. Bien que la campagne et la forêt des massifs alentours soient proches, les habitants (adultes, adolescents, enfants) ont besoin d'espaces ouverts¹⁵ de proximité, aménagés et pratiques, en ville.

¹⁵ Voir note 1

Face à la complexité de cette notion, il semble plus opportun de parler ici des qualités – au pluriel – de l'espace public, en espérant couvrir l'ensemble des sens que peut prendre ce terme.

- Construire la ville autour de ses espaces publics et des attentes de ses usagers.
- Concevoir des espaces publics de qualité, plus sûrs et confortables.
- Favoriser l'attractivité des espaces publics.
- Garantir un espace public structuré et lisible respectant les ambiances paysagères.
- Assurer l'accessibilité des espaces à tous.
- Accueillir des usages multiples, évolutifs ou réversibles.
- Prévoir des espaces respectueux de la biodiversité et de l'environnement.
- Inciter à l'activité physique et à la marche.
- Développer et pérenniser les espaces publics et espaces verts.

4.5 TOURISME ET LOISIRS

Contexte

Au niveau du tourisme, la Ville de Delémont a une carte prioritaire à jouer en se **positionnant comme un lieu central pour le tourisme d'affaires notamment**. Les infrastructures telles que **le Campus tertiaire, les projets du CREA et du Centre de congrès donnent du poids à la ville afin de se profiler en tant que capitale et au-delà des frontières cantonales**. Les atouts et potentiels de la ville se situent également dans son rôle de « **ville à la campagne** », lui permettant de **proposer des activités urbaines dans un cadre naturel et paysager attractif**. Les infrastructures telles que le Musée de la BD, le cinéma multiplexe, voire le Casino à Courrendlin, renforcent la position dans laquelle se trouve Delémont au niveau du tourisme et des loisirs.

Par ailleurs, la ville de Delémont joue le rôle de porte d'entrée d'un **vaste réseau de chemins de randonnée pédestre et d'itinéraires cyclables** traversant des paysages et des milieux de qualité, présentant un attrait important pour les activités de loisirs et le développement d'un tourisme doux, en lien avec la nature. **Plusieurs infrastructures de qualité liées au tourisme** existent par ailleurs à Delémont, telles que l'antenne de Jura Tourisme à la gare, plusieurs hébergements (hôtels, auberge de jeunesse, camping, chambres d'hôtes et appartements de vacances) et restaurants, le Musée jurassien d'art et d'histoire ou encore un centre de loisirs avec un cinéma multiplexe (Croisée des loisirs). Enfin, Delémont accueille tout au long de l'année **de nombreux événements et manifestations** au retentissement régional voire national, tel que Delémont-Hollywood, le festival Notes d'Equinoxe, le slow Up, le Concours suisse des produits du terroir ou le Swiss Labyrinthe.

De nombreux efforts restent toutefois encore à faire afin de renforcer l'offre touristique à Delémont et de profiler la ville à l'extérieur du canton, et ceci tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

Concept

La promotion et le développement du tourisme et des loisirs relève de la compétence d'organisations de niveau supérieur, notamment de Jura Tourisme. Les activités organisées par la Ville de Delémont et l'agglomération seront maintenues et respectées.

Objectifs thématiques

Delémont s'assurera de la prise en compte des objectifs suivants dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de la politique touristique et de loisirs :

- profiler Delémont au niveau national comme une destination touristique de qualité, et ceci pour le tourisme d'affaires en particulier ;
- étoffer l'offre actuelle en termes d'accueil, notamment par la construction de nouvelles structures hôtelières et d'un centre de congrès, lié au tourisme d'affaires ;
- encourager le développement des activités touristiques et de loisirs en évitant de porter atteinte aux milieux naturels de qualité ou en proposant, le cas échéant, des mesures de compensation ;
- mettre en valeur et développer, si nécessaire, les constructions, les aménagements et le balisage réalisés à ce jour (chemins de randonnée pédestre, itinéraires cyclables, places de pique-nique, etc.) ;
- valoriser les potentiels des sites dans lesquels s'exercent des activités de restauration et de loisirs ou qui pourraient connaître un développement dans ce sens.

4.6 CULTURE

Contexte

La culture joue un rôle prégnant et fédérateur à Delémont, comme dans tout espace habité ou environnement construit. **L'accès à une offre culturelle est une nécessité personnelle et sociale qui permet de participer et de se reconnaître dans un projet de société.**

Concept

A Delémont, **plusieurs infrastructures proposent une offre culturelle de qualité**, à l'image du SAS, du CCRD qui gère le Forum St-Georges, la SAT, la SMAC, les galeries Paul Bové ou Art'senal, le Temps des Cerises ou encore le Musée jurassien d'arts et d'histoire. **Plusieurs manifestations et événements culturels d'importance** sont également régulièrement mis sur pied : Notes d'Equinoxe, Delémont-Hollywood, le Festival de la BD, etc., offrant à Delémont un ancrage culturel régional, national, voire transfrontalier. **Tous ces éléments participent à la qualité de vie en ville, mais également au développement de Delémont**, avec un retentissement au-delà des frontières cantonales.

L'offre culturelle à Delémont fait l'objet d'une politique culturelle claire et cohérente développée par les Autorités communales en collaboration avec les associations culturelles. Celle-ci se décline en 5 pôles majeurs : les arts vivants, les musiques actuelles, le cinéma, le patrimoine immatériel et la BD. Cette politique culturelle prévoit notamment de mettre l'accent sur la BD, avec la mise sur pied de la première édition du Festival BD, et la réalisation du Centre suisse de la BD Rosinski. Les arts de la scène ne sont pas laissés de côté, avec la participation au projet de CREA, tout comme le cinéma avec la pérennisation du festival Delémont-Hollywood.

Le développement des différents pôles prévus par cette politique culturelle permet de **profiler le centre-ville et la Vieille Ville comme des espaces complémentaires, qui se renforcent mutuellement, en termes d'offre culturelle.** Pour faire le lien entre ces deux espaces, il est prévu de miser sur le développement du projet de CREA qui verra le jour dans le secteur du Ticle.

Objectifs thématiques

Afin d'ancrer la politique culturelle prévue pour Delémont dans l'aménagement local, les objectifs suivants doivent être suivis :

- mettre à disposition des conditions-cadres favorables au niveau territorial (terrain, accès, espaces publics, etc.) au développement de la politique culturelle souhaitée pour Delémont ;
- créer un espace dynamisant et structurant entre les projets prévus au centre-ville, le Centre suisse de la bande dessinée (BD), le CREA, le Forum St-Georges et la Vieille Ville ;
- tirer parti du succès des diverses manifestations culturelles existantes et à venir pour les inscrire dans la durée ;
- mettre en valeur et dynamiser l'offre culturelle existante.

Le Plan directeur communal et le Plan de zones doivent permettre de concrétiser ces objectifs du point de vue territorial.

4.7 POLITIQUE DES DEPLACEMENTS

4.7.1 Déplacements tous modes

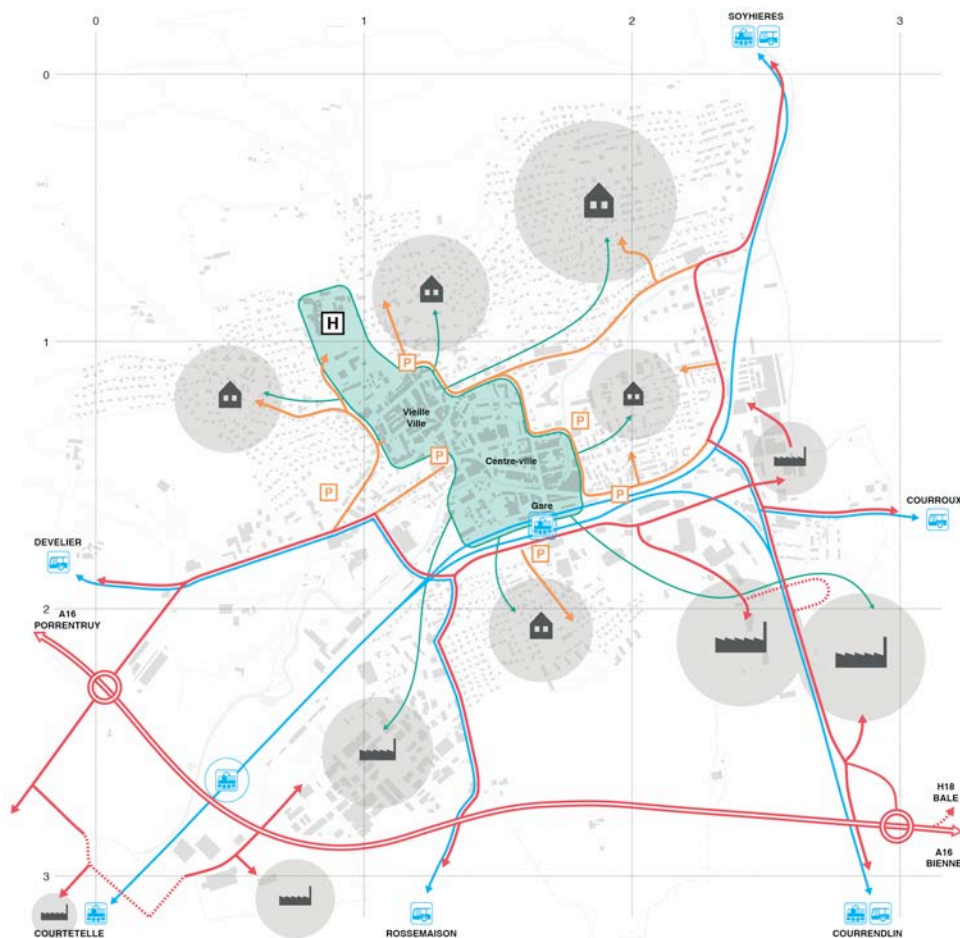
Contexte

Delémont est confrontée à **plusieurs enjeux** en matière de déplacements à l'échelle de la commune :



- les **voies ferrées** constituent une coupure physique importante entre le nord et le sud de la ville, qui est particulièrement pénalisante pour les mobilités douces ;
- le **trafic de transit** a certes diminué au centre-ville et en Vieille Ville mais il est toujours très présent et limite encore l'attractivité de cette partie de la ville ;
- d'une manière générale, et malgré une desserte fine de la commune en transports publics, **le report modal en faveur des transports publics** et des modes doux est encore faible.

Concept







Le concept multimodal des déplacements (Plan directeur des déplacements, Transitec 2012) a pour but de **favoriser les mobilités douces et les transports publics, en particulier dans le centre-ville, en Vieille Ville et dans les quartiers résidentiels, tout en maintenant une accessibilité pour les voitures**, afin de préserver l'attractivité du centre. L'autoroute A16 et la route de distribution urbaine (RDU) sont confirmées dans leur fonction de réseau routier structurant. La RDU assume en outre son rôle de route de contournement du centre-ville et de distribution de la circulation, donnant accès aux principaux pôles d'activités. Le réseau collecteur se branche au réseau principal et dessert les différentes poches par le plus court chemin.



à l'échelle de l'agglomération

-  une autoroute assurant les flux de grand transit et des liaisons avec les communes voisines directement raccordées
-  des liaisons de transports collectifs régionales (train + bus) performantes en rabattement sur le pôle-gare de Delémont

à l'échelle de la commune

-  une desserte des principaux pôles du Sud de la ville (existants et à développer) directement depuis l'autoroute, s'appuyant sur les infrastructures existantes (RDU + Communance) et une nouvelle liaison d'accès au secteur de Neuf-Cul
-  un espace structurant en faveur des modes doux et une liaison par transports collectifs forte sur l'axe gare - centre-ville - Vieille Ville - hôpital
-  une accessibilité routière aux quartiers périphériques garantie mais modérée
-  des liaisons modes doux et transports collectifs avec les différents quartiers
-  un nouveau point d'arrêt du réseau ferré permettant de desservir le secteur en développement de "Communance Sud"
-  des parkings de dissuasion connectés à l'espace modes doux "gare - Vieille Ville - centre-ville"

Concept multimodal des déplacements (Source : Plan directeur des déplacements, Transitec, 2012)

Dans la Vieille Ville et le centre-ville, l'accès en modes doux aux principaux parkings disposés tout autour, ainsi qu'au pôle multimodal de la gare, est facilité. Les continuités motorisées sont évitées au maximum, afin de dissuader le trafic de transit. Des zones de rencontres, des zones 30 et des zones piétonnes permettent de modérer ou de détourner le trafic.

Les quartiers résidentiels sont bien reliés entre eux et avec le centre-ville par des liaisons de mobilité douce et de transports publics. **L'accessibilité routière des quartiers reste garantie mais elle est modérée.**

Objectifs thématiques

Les objectifs suivants traduisent les principales orientations données par le Concept multimodal des déplacements de la ville de Delémont :

- garantir une accessibilité multimodale, facteur d'attractivité de Delémont, dans tous les secteurs de la ville ;
- améliorer l'équilibre et la cohabitation entre les différents modes ;
- favoriser le report modal au bénéfice de la mobilité douce et des transports publics ;
- supprimer le trafic de transit au centre-ville ;
- faire de la gare un véritable pôle multimodal bi-face (nord et sud) ;
- rendre accessibles les zones d'activités directement depuis le réseau structurant (RDU et A16) ;
- canaliser le trafic de transit sur la RDU et l'A16 ;
- coordonner le concept multimodal des déplacements avec la politique communale en matière de stationnement ;
- promouvoir la mise en place de plans de mobilité par les collectivités et les entreprises.

4.7.2 Mobilité douce

Contexte

Comprise dans un rayon de 2 à 4 km au total, la ville de Delémont se caractérise par de courtes distances et une **échelle très favorable aux mobilités douces**. Les principaux générateurs de trafic se situent à une distance cyclable¹⁶ et le centre plus dense est très favorable à la pratique de la marche. La ville est elle-même située à distance cyclable de ses communes limitrophes. Du point de vue de la **topographie**, une partie de la ville de Delémont se trouve en terrain défavorable, en particulier pour la pratique du vélo. En termes de **coupures physiques**, les voies ferrées sont pénalisantes, en raison du peu de points de franchissement. La ville de Delémont s'insère dans un **paysage préservé** et une **grande proximité avec la nature**, offrant un cadre favorable à la pratique de la marche et du vélo. Les **infrastructures piétonnes et cyclables**, bien qu'assez développées, sont peu continues et présentent un niveau de confort limité. Les espaces publics sont fortement dévolus au trafic motorisé, ce qui pose des problèmes de sécurité et d'attractivité. La **promotion des modes doux**, par la mise en place de services à la population, d'actions et d'information, existe mais reste encore assez limitée.

Le **potentiel de développement** est important, en particulier pour le vélo.

Connectivité

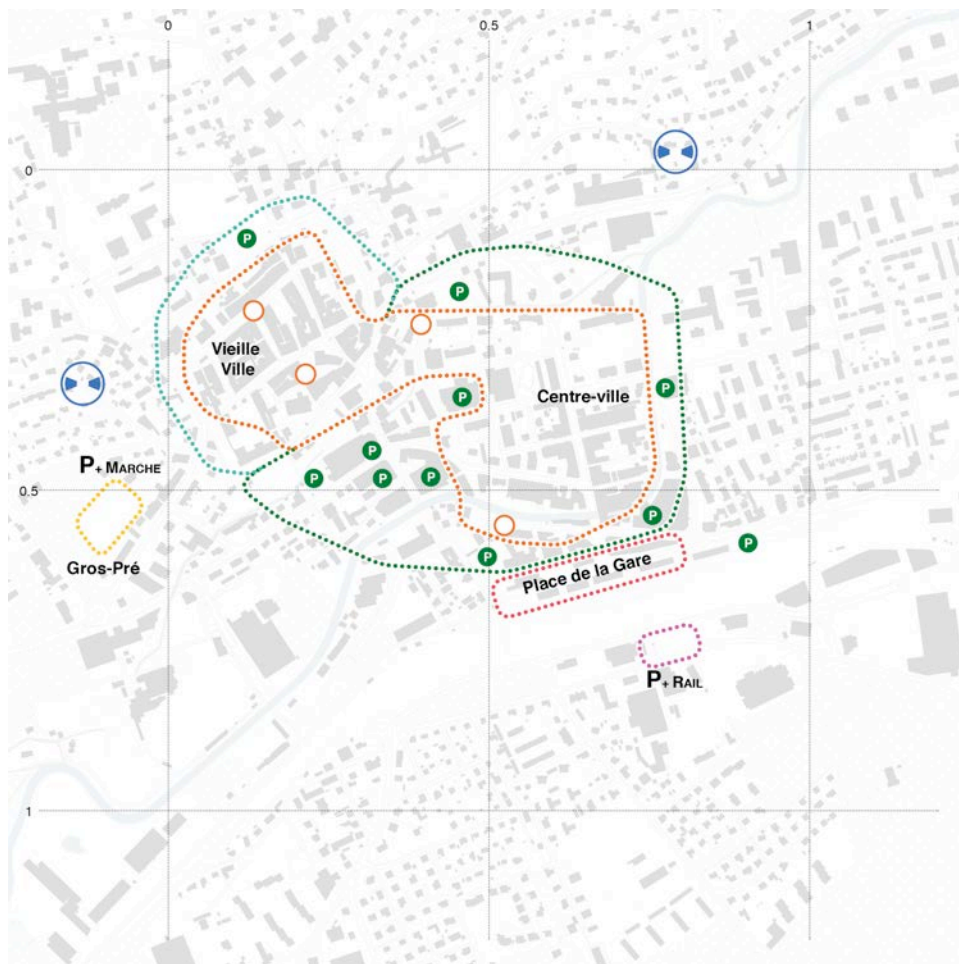
Le réseau de la mobilité douce relie entre elles et dessert les zones de services et d'activités, les zones résidentielles et le centre dense très perméable. Sa structure comporte des axes de niveaux hiérarchiques distincts :

- les axes magistraux, colonne vertébrale du réseau constituée de plusieurs lignes de pente et d'horizon, relient les différentes zones entre elles ;
- les axes principaux complètent les axes magistraux dans leur rôle de connexion et permettent une ramification dans chaque zone ;

¹⁶ Distance raisonnable à vélo

Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> la capillarité fine permet des flux de déplacement très diffus et non canalisables, principalement dans les secteurs résidentiels et commerciaux. <p>Les axes du réseau sont équipés différemment en fonction du type de route concerné. Les axes à fort trafic et caractérisés par un grand différentiel de vitesse entre les véhicules motorisés et les piétons et cyclistes sont équipés de manière à dissocier les usagers et à sécuriser au maximum les traversées. Les axes du réseau collecteur, sur lesquels le volume de trafic est moyen à fort, doivent être équipés de manière à faire cohabiter tous les usagers de l'espace public. Enfin, c'est un régime d'appropriation par les modes doux qui est à mettre en place sur les axes à faible trafic et dans les espaces publics à valoriser (quartiers résidentiels et commerciaux).</p>
Attractivité et confort	<p>Bancs, espaces verts et de rencontre ainsi que places de jeux sont constitués en réseau et présentent un niveau de qualité élevé. Des places de stationnement adéquates pour vélos équipent les points d'attractivité publics (lieux de formation, centres sportifs, centres de services, lieux d'intermodalité) et sont encouragées sur sol privé (commerces, grandes entreprises). Les arrêts de transport publics d'importance doivent offrir un degré de confort élevé respectant la LHand. La mise en place de services à la population facilitant la pratique de la marche et du vélo, accompagnée d'actions de communication, contribue à renforcer l'attractivité de ces modes de transport.</p>
Objectifs thématiques	<p>Les principaux buts à atteindre en matière de mobilité douce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> améliorer et sécuriser les réseaux piétonniers et cyclables (maillage continu, dense, direct et sûr) ; aménager des espaces publics pour les piétons et cyclistes (bancs, supports de stationnement, balisage, verdure) ; promouvoir la mobilité douce de manière ciblée (information sur les offres existantes, sensibilisation, offres de services à la population) ; institutionnaliser le soutien à la mobilité douce (ancrage légal, financement, prise en compte dans les processus de planification) ; augmenter l'importance de la marche et du vélo à Delémont en fonction d'un état de référence à établir.
Contexte	<h4>4.7.3 Stationnement</h4> <p>La ville de Delémont bénéficie d'une offre importante en places de stationnement. Ces dernières années, les différents développements urbains au centre-ville - implantation de centres commerciaux, opérations d'habitat collectif - ont encore augmenté le nombre de places de parc. Des phénomènes de stationnement sauvage de longue durée et quelques saturations ponctuelles et localisées ont certes été constatés mais l'offre est malgré cela suffisante pour répondre aux besoins futurs, d'autant que des projets en cours comme celui du CREA ou de l'écoquartier de Morépoint prévoient la construction de nouveaux parkings publics. L'enjeu en matière de stationnement porte plutôt sur la capacité de la ville à dissuader la circulation automobile dans le centre-ville.</p>

Les automobilistes doivent être incités à parquer leur véhicule dans les **poches de stationnement disposées autour de la boucle de circulation urbaine du centre-ville et de la Vieille Ville** et connectées au réseau collecteur. La réflexion globale menée en coordination avec le concept multimodal des déplacements doit déboucher sur une **stratégie incitative** par la tarification, la suppression de certaines places, la définition de modalités d'utilisation des places et le renforcement du contrôle.



	<div><div>Vieille Ville intra-muros</div><div>Centre-ville sur voirie</div></div>		<div>Vieille Ville extra-muros</div>	<div><div>P</div><div>parkings en ouvrage du Centre-ville</div></div>	<div>Place de la Gare</div>	<div>P+Rail Gare</div>	<div>P+Marche Gros-Pré</div>	<div><div>↻</div><div>quartiers résidentiels</div></div>
nombre de places situation actuelle	154 pl.	125 pl.	246 pl.	1'090 pl.	60 pl.	75 pl.	240 pl.	n.c.
utilisateurs à privilégier	clients des commerces courte durée		clients des commerces moyenne durée	clients des commerces moyenne durée	clients des commerces et dépose-minute très courte durée	pendulaires vers l'extérieur	pendulaires vers le Centre-ville	visiteurs et résidents
réglementation	payant max 1h (au lieu de 1h30) augmentation du contrôle		payant max 3h et zone bleue (statu quo) augmentation du contrôle	payant durée variable (statu quo)	payant 30min / 1h augmentation du contrôle	doublément de l'offre (+ 75 places)	statu quo	mise en zone bleue (éventuellement avec macarons)
<div>○ report de places en ouvrage lors des requalifications d'espaces publics</div>								

Politique de stationnement : synthèse des mesures proposées à court terme (Source : Etude générale de stationnement, Transitec, 2014)

Objectifs thématiques

La politique de stationnement proactive souhaitée par la Commune s'articulera autour des objectifs suivants :

- réaffecter une partie de l'offre pour des réaménagements de voiries et d'espaces publics et pour la mise en valeur du patrimoine ;
- favoriser l'utilisation des infrastructures existantes (parkings en ouvrage et périphériques) ;
- valoriser l'offre disponible dans les rues adjacentes aux secteurs commerciaux ;
- optimiser l'utilisation des places de stationnement grâce à un renforcement de la surveillance ;
- satisfaire de manière volontariste les différents usagers (adaptation de la réglementation, révision du règlement communal) ;
- favoriser le regroupement du stationnement dans des ouvrages avec une part prépondérante de places en sous-sol.

Contexte

4.7.4 Transports publics

L'offre en transports publics, aussi bien en ce qui concerne le trafic régional que le trafic urbain (Transports urbains delémontains – TUD), s'est fortement étoffée ces 10 dernières années. **Le réseau régional et urbain, centré sur la Gare CFF, offre une bonne couverture de la commune.** La performance de l'offre rend attractives la plupart des parties de la ville mais **le report modal reste malgré tout modeste.**

Concept

Un développement durable du territoire passe par une utilisation accrue des transports publics et la réduction de la dépendance à l'automobile, en particulier dans les trajets quotidiens domicile-travail. Pour ce faire, deux axes sont privilégiés :

- **une coordination étroite entre le développement de l'urbanisation et celui des transports publics ;**
- **l'amélioration de l'attractivité et des performances du réseau de transports publics à l'échelle communale et régionale.**

Objectifs thématiques

En matière de transports publics, les objectifs sont les suivants :

- renforcer le lien entre transports publics et organisation du territoire ;
- poursuivre le développement d'un réseau de transports publics de qualité, fiable, performant et accessible au plus grand nombre aussi bien à l'échelle communale que de l'agglomération. En particulier, les arrêts de transports publics doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite et aux familles ;
- maintenir un nœud ferroviaire fort à Delémont, connecté au réseau ferroviaire vers Bâle, Lausanne, Genève, La Chaux-de-Fonds, Porrentruy et Belfort ;
- créer la nouvelle halte ferroviaire de la Communance, mesure prévue dans le Projet d'agglomération de 2ème génération (PA2) ;
- augmenter l'attrait des transports publics pour tous les motifs de déplacements et tous les usagers (offres, tarifs, qualité des équipements, etc.) ;
- valoriser les interfaces et renforcer l'intermodalité, c'est-à-dire la complémentarité entre les modes de transport : interfaces d'échanges, équipements des arrêts/haltes, etc.

4.8 MILIEUX NATURELS ET AGRICULTURE

4.8.1 Protection de la nature et du paysage

Contexte

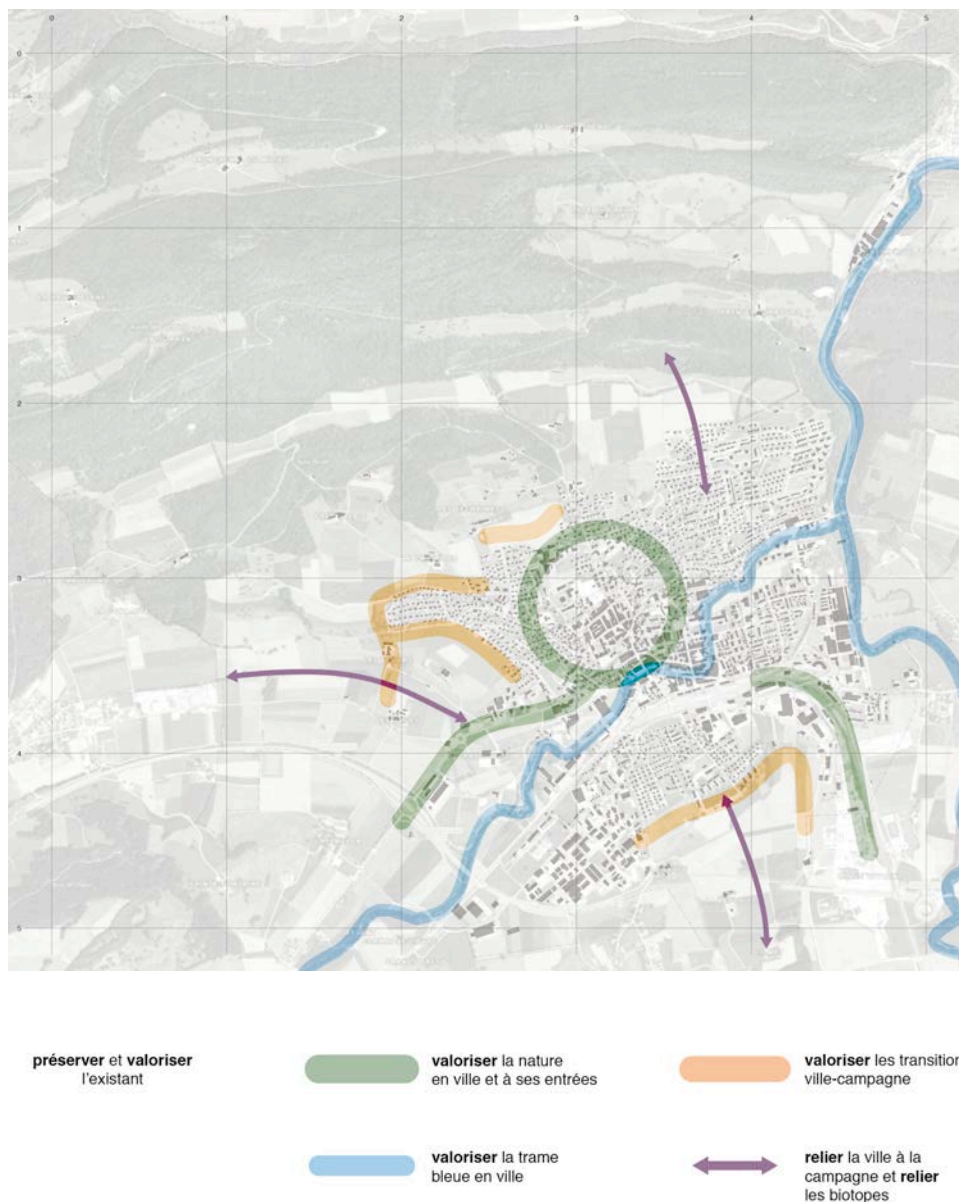
Le patrimoine naturel et paysager de Delémont est marqué par son réseau hydrographique, qui comprend **deux éléments fortement structurants**, la **Sorne** et la **Birse**, avec leurs cordons boisés. Les allées d'arbres, les arbres isolés et les vergers sont également des éléments caractéristiques du territoire communal, qui participent à sa diversité et à sa richesse, à la fois écologique et paysagère.

Avec la présence d'éléments naturels et de l'agriculture jusqu'au cœur de la cité, l'expression « la ville à la campagne » n'est pas qu'un slogan mais une réalité très prégnante à Delémont.

Concept

La nature a sa place dans la ville et sur son pourtour afin de contribuer à la préservation de la biodiversité mais aussi au bien-être de la population. **Il s'agira à l'avenir de valoriser cette présence et de renforcer les liens aux espaces ouverts¹⁷ naturels et agricoles à travers le tissu urbain.** Le symbole de l'arbre (utilisé dans le cadre de la Conception d'évolution du paysage (CEP) comme élément de biodiversité et de lien (racines, branches, cordons boisés, allées, structuration verticale, longévité) illustre parfaitement cette intention.

¹⁷ Voir note 1



Objectifs thématiques

Les objectifs sont formulés de manière à ce que les concepts de lien et de transition trouvent une concrétisation à la fois sur le terrain et au travers des collaborations entre les différents acteurs du territoire :

- valoriser le patrimoine naturel et le paysage comme cadre de vie quotidien, et la proximité avec les espaces ouverts naturels et agricoles comme un facteur d'attractivité ;
- renforcer et valoriser la présence de la nature dans le tissu bâti pour ses fonctions à la fois écologique (biodiversité, connexion des milieux naturels), sociale et patrimoniale (voir chapitre 4.8) ;
- protéger les milieux naturels et planifier leur mise en réseau par des collaborations renforcées avec les communes voisines et le Canton du Jura ;
- développer des outils de communication permettant une participation et une concertation efficaces des différents acteurs. Une commission communale permettra

- de mettre en place ces mesures de communication et de concertation ;
- mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires à la gestion du patrimoine naturel et paysager.

4.8.2 Agriculture

Contexte

L'agriculture est le secteur le plus en lien avec les questions de paysage et de nature. Ses acteurs sont reconnus pour leur rôle primordial de producteurs des denrées alimentaires, de biodiversité et de qualité paysagère. Leur connaissance du terrain est mise en valeur et leur outil de travail, la terre agricole, est préservée dans toute la mesure du possible.

Concept

L'agriculture joue un rôle primordial dans la préservation des qualités paysagères de Delémont. De fait, les paysages et sites naturels doivent être maintenus et mis en valeur, de sorte à créer de véritables réseaux. Le projet phare « L'arbre : biodiversité et transition » de la Conception d'évolution du paysage (CEP) est en lien avec cette problématique, en mettant notamment en avant la nécessité de rénover et de renforcer les vergers des fermes. De plus, des espaces suffisants, permettant de maintenir les exploitations agricoles viables, doivent être préservés. Enfin, les meilleures terres agricoles doivent être protégées durablement, dans toute la mesure du possible, de l'urbanisation.

Objectifs thématiques

- Préserver des espaces suffisants pour le maintien d'exploitations agricoles viables.
- Tenir compte des objectifs et options pris par la CEP et son projet phare, s'agissant de l'agriculture.
- Obtenir du Canton la mise à jour de l'état des lieux des surfaces d'assolement afin de permettre la protection adéquate des meilleures terres.
- Développer un principe de compensation des surfaces d'assolement.

4.9 APPROVISIONNEMENT

4.9.1 Gestion des déchets

Contexte	<p>Le Canton demande aux communes d'organiser le tri, la collecte et le transport des déchets urbains jusqu'aux installations d'élimination et de mettre à disposition de la population les infrastructures nécessaires (éco-points, déchetteries, centres de tri, places de traitement des déchets organiques) ; il les encourage en outre à se regrouper afin de planifier le rassemblement et le transport des déchets (voir fiche 5.12 du Plan directeur cantonal). Des réflexions sont menées à l'heure actuelle au niveau régional afin de revoir complètement le système de gestion des déchets, dans le cadre d'une déchetterie intercommunale.</p>
Concept	<p>Le but du Syndicat des communes de la région de Delémont pour l'élimination des ordures et autres déchets (SEOD) est de mettre en place des mesures permettant de rationaliser et de faire des économies, tout en garantissant l'équilibre financier : diminution du volume et de la charge polluante des déchets à la source, augmentation de la proportion de recyclage, incitation au tri, choix de procédés d'élimination générant le moins possible de nuisances sur l'environnement.</p>

Objectifs thématiques	<ul style="list-style-type: none">■ Poursuivre les réflexions au niveau régional quant à la rationalisation de la gestion des déchets.■ Mettre en place les conditions-cadres pour le développement d'une déchetterie régionale et d'éco-points.■ Revoir globalement le concept de gestion des déchets à l'échelle de la Ville de Delémont.
-----------------------	---

4.9.2 Approvisionnement en eau potable

Contexte	<p>Le Plan général d'alimentation en eau potable (PGAE) a été révisé par les Services industriels de Delémont (SID) en 2012, en étroite collaboration avec le Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics (UETP). La coordination avec la politique de développement urbain est donc assurée, les futurs projets ayant été pris en compte dans le PGAE.</p>
Concept	<p>Le PGAE sert de concept pour la gestion des eaux potables.</p>
Objectifs thématiques	<ul style="list-style-type: none">■ Mettre en œuvre les mesures contenues dans le PGAE en cohérence avec le développement de l'urbanisation de Delémont.

4.9.3 Évacuation des eaux usées

Contexte	<p>Le Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) a été révisé en 2011 par le Syndicat d'épuration des eaux usées de Delémont et environs (SEDE) en étroite collaboration avec le Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics (UETP). La coordination avec la politique de développement urbain est donc assurée, les futurs projets ayant été pris en compte dans le PGEE.</p>
Concept	<p>Le PGEE sert de concept pour l'évacuation des eaux usées.</p>

- Mettre en œuvre les mesures contenues dans le PGEE en cohérence avec le développement de l'urbanisation de Delémont.

4.9.4 Énergie

Afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique à long terme, le Conseil fédéral a adopté la stratégie énergétique 2050 qui constitue la nouvelle base de sa politique. En septembre 2012, le Conseil fédéral a mis en consultation un premier paquet de mesures pour la transformation progressive de l'approvisionnement énergétique suisse. Il veut ainsi diminuer la consommation individuelle d'énergie et d'électricité, réduire la part des énergies fossiles et remplacer la production d'électricité nucléaire par des gains d'efficacité et le développement des énergies renouvelables. Des procédures simplifiées plus rapides, la modernisation et le développement des réseaux électriques y contribueront. La mise en œuvre de ces mesures requiert une révision totale de la loi fédérale sur l'énergie et d'autres adaptations légales. Un message relatif au premier paquet de mesures a été adopté par le Conseil fédéral et transmis au Parlement le 4 septembre 2013.

Le Canton du Jura entend participer pleinement à ce changement de paradigme, en prenant ses responsabilités dans le domaine de l'énergie notamment. Actuellement en consultation (mars 2015), la Conception cantonale de l'énergie (CCE) et le plan de mesures 2015-2021 qui lui est associé fixent les objectifs cantonaux ; à savoir atteindre les valeurs d'une société à 3'500 W en 2035. A l'échelle du canton, cela se traduit par :

- économiser 140 GWh électrique/an et 270 GWh Thermique/an, soit une diminution de 30% de la consommation ;
- augmenter la production indigène de 340 GWhél/an et de 300 GWhTh/an ;
- atteindre une autonomie énergétique de 65% pour l'électricité et de 60% pour la chaleur.

La révision de la Loi sur l'énergie (LEN), actuellement en consultation, accompagne également cette démarche en adaptant la législation aux défis à relever.

Dans ce contexte, la Commune de Delémont, en tant que Cité de l'énergie eea®GOLD, souhaite mettre sa stratégie énergétique en adéquation avec les objectifs fédéraux et cantonaux en la matière (stratégies énergétiques 2035 et 2050). Pour ce faire, la planification énergétique actuellement en vigueur, qui date de 2004, doit être révisée et mise en cohérence avec les attentes actuelles en la matière, dans le cadre d'une Planification énergétique territoriale (PET) coordonnée avec le Plan d'aménagement local (PAL).

La PET est un outil permettant de **coordonner développement urbain et approvisionnement énergétique au niveau communal**. Les ressources disponibles ne pouvant généralement être utilisées qu'à l'endroit d'où elles émanent. Leur localisation a pour but :

- d'optimiser les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement ;
- de réduire d'une manière générale la consommation d'énergie ;
- d'augmenter la part des énergies renouvelables sur le territoire ;
- d'assurer à long terme l'approvisionnement énergétique de la commune.

Les différents concepts d'approvisionnement articulés dans la PET doivent être traduits en instruments de planification qui, le cas échéant, peuvent devenir contraignants pour les

propriétaires. Enfin, des mesures d'aménagement et de construction favorables aux économies (forme et orientation des bâtiments, contiguïté, standards pour la rénovation et les nouvelles constructions, etc.) doivent être définies.

Plus concrètement, la PET permet **d'ancrer politiquement l'engagement de la collectivité sur la voie de la Société à 2'000 Watts** qui vise, d'une part, à diviser les besoins énergétiques annuels par trois d'ici à 2100 par rapport à ceux de 2005 et, d'autre part, à garantir que 75% des besoins soient assurés grâce à des énergies renouvelables (solaire, géothermie, éolien, bois, biomasse). Pour ce faire, la Conception directrice de l'énergie (CDE) dresse le bilan énergétique de la ville de Delémont, identifiant les besoins de même que les ressources disponibles et leur localisation. C'est également à ce stade que des scénarii d'approvisionnement ont été articulés aux horizons 2030 et 2050, permettant d'orienter les choix à venir en termes d'approvisionnement énergétique.

Objectifs thématiques

Le respect des objectifs de la Société à 2'000 Watts requiert que le bilan 2013 en énergie primaire passe de 5'800 Watts à 3'200 Watts par habitant et par an, soit une réduction de 45% d'ici 2050. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, les objectifs à atteindre sont encore plus grands. Pour passer de 8,5 tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ à 1,7 tonne par habitant, les émissions devront être réduites de 80% d'ici 2050. Ces valeurs cibles tiennent compte de l'énergie grise nécessaire à la production des biens et des services. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il est nécessaire d'agir à la fois sur le levier de la baisse des besoins énergétiques par habitant mais également sur la manière de produire l'énergie. A court terme, la consommation de mazout doit être fortement réduite et les énergies renouvelables largement développées. A moyen terme, le réseau de gaz sera densifié sans être étendu de manière à assurer l'amortissement des infrastructures. En outre, des actions doivent également être entreprises pour minimiser les bilans énergétiques et émissifs liés à la mobilité. Les actions et moyens développés pour la mise en œuvre de cette politique sont décrits dans les fiches du Plan directeur de l'énergie (PDE).

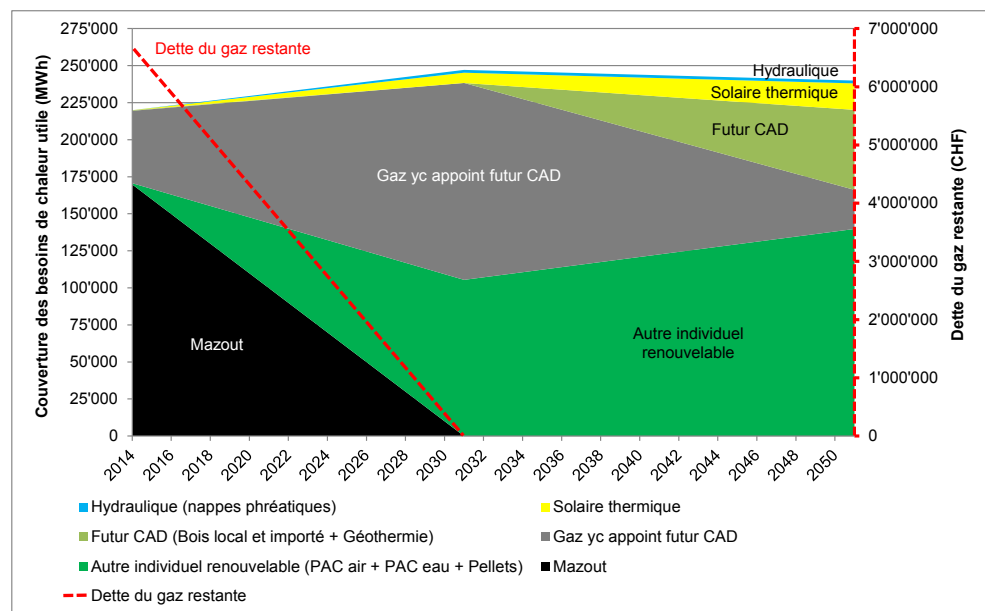
Parmi les 4 scénarii proposés au stade de la CDE, un seul a été choisi pour conditionner l'approvisionnement énergétique de la ville de Delémont. Il s'agit du scénario « Compatible ». Celui-ci modélise la situation énergétique en 2030 et 2050 sur la base d'une politique énergétique ambitieuse mais optimale par rapport à la typologie des besoins de chaque secteur énergétique. Les énergies renouvelables locales sont utilisées de manière raisonnable sur le plan économique. La couverture des besoins en chaleur priorise le recours au bois énergie et permet de tenir compte de l'amortissement des réseaux existants.

Ce scénario articule plusieurs objectifs s'agissant du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique :

- réaliser des économies d'énergie prioritairement sur le parc construit existant, par un effort de rénovation significatif (enveloppe thermique, production de chaleur et optimisation de la distribution de chaleur) ;
- encourager une couverture partielle des besoins de chaleur par des panneaux solaires thermiques ;
- développer à moyen terme, en collaboration avec la Bourgeoisie, un chauffage à distance à bois déchiqueté afin de desservir une partie de la commune ;
- exploiter, pour une partie de la commune, les potentiels de géothermie de faible et moyenne profondeur et de géothermie profonde ;

- valoriser énergétiquement l'eau des nappes phréatiques ;
- recourir au chauffage individuel renouvelable (bois, solaire, pompes à chaleur (PAC)) ;
- assurer une fourniture d'électricité renouvelable représentant plus de 80% des besoins, dont une part maximale par une production indigène (photovoltaïque, hydroélectrique, éolien, biomasse) couplée à des économies substantielles sur la consommation électrique ;
- exploiter le potentiel photovoltaïque en réalisant les 20 projets identifiés par les SID ;
- assainir la totalité de l'éclairage public en remplaçant les ampoules à décharge existantes par des ampoules à LED ;
- en termes de mobilité, encourager le recours à la mobilité douce et aux déplacements en transports publics et favoriser l'achat de véhicules électriques, hybrides et au gaz.

L'application du scénario 4 sur l'évolution de l'offre en matière de chaleur est illustrée par le graphique ci-après.



Comme mentionné précédemment, la planification énergétique territoriale de Delémont vise à réduire fortement la consommation de mazout d'ici 2030. Ceci passe, dans un premier temps, par une densification du réseau de gaz, afin d'assurer l'amortissement des infrastructures, ainsi que par le recours toujours plus important aux énergies renouvelables. A compter de 2030, le recours au gaz devrait aller en diminuant, au profit de solutions de chauffages à distance et du renforcement des énergies renouvelables.

4.10 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

4.10.1 Protection contre le bruit

Contexte	<p>Le Cadastre du bruit routier de Delémont a été révisé en 2012. Les valeurs d'immission ont été calculées selon différentes méthodes : modélisation, mesures sur le terrain, etc. Les résultats obtenus montrent qu'environ 650 personnes sont exposées à des niveaux de bruit routier excessifs à proximité des routes communales. Ces nuisances portent atteinte au bien-être et à la santé de la population.</p>
Concept	<p>La limitation des nuisances sonores générées par le trafic routier a déjà lieu au stade de la planification directrice par une bonne coordination entre urbanisation et transports, de manière à éviter que des usagers supplémentaires ne soient concernés par des dépassements des valeurs d'exposition au bruit routier. La réduction des nuisances sonores est une obligation qui repose sur des mesures d'assainissement. Celles-ci doivent être prises prioritairement à la source, puis sur le chemin de propagation. Si ces deux premières mesures sont insuffisantes ou impossibles à mettre en œuvre, il faudra agir sur le lieu d'immission.</p>
Objectifs thématiques	<p>Le programme d'assainissement du bruit routier élaboré par la Ville de Delémont repose sur les trois objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">■ réduire le trafic, selon les mesures proposées par le Plan directeur des déplacements ;■ mettre en œuvre des mesures de modération du trafic (réduction de la vitesse, sens uniques, aménagements ponctuels), toujours selon les mesures proposées par le Plan directeur des déplacements ;■ remplacer sur certaines portions de route le revêtement existant par un revêtement phono-absorbant.

4.10.2 Protection de l'air

Contexte	<p>Les besoins en chaleur sont responsables de 86% des émissions de CO₂ à Delémont. Le solde des émissions est dû à la mobilité (10%) et à la consommation d'électricité (4%), 80% du courant consommé à Delémont étant d'origine renouvelable. Les études d'impacts sur la pollution de l'air réalisées pour l'A16 ont montré qu'il n'y avait pas de problèmes majeurs à Delémont.</p>
Concept	<p>D'une manière générale, des mesures seront définies pour agir à la fois sur la consommation (baisse des besoins par habitant) et la production d'énergie (voir le chapitre 4.9.4), mais aussi en matière de déplacements (voir le chapitre 4.7), pour réduire les émissions polluantes.</p>
Objectifs thématiques	<ul style="list-style-type: none">■ Favoriser le report du trafic de transit sur les axes dont c'est la vocation, notamment l'A16.■ Renforcer les contrôles dans le cadre de la mise en œuvre des mesures liées au Plan directeur des déplacements.

Contexte

4.10.3 Dangers naturels et sites pollués

Les dangers naturels auxquels est exposée la ville de Delémont sont **principalement ceux liés aux crues**, à la remontée des eaux, aux glissements et aux pertes naturelles (dolines et emposieux).

Suite aux crues de l'été 2007, **l'ambitieux projet « Delémont Marée Basse » a été engagé**. Celui-ci a pour but d'assurer la sécurité des personnes et des biens matériels aux abords de la Sorne. Il vise également à améliorer l'environnement et les aspects socio-économiques. Ce projet comprend de nombreux aménagements, qui vont modifier durablement le lit et les abords du cours d'eau.

Les autres dangers naturels identifiés (remontée des eaux, glissements et pentes naturelles) ne font pas l'objet de projets particuliers.

S'agissant des sites pollués, un inventaire existe, disponible sur le géoportail cantonal. Celui-ci indique que de nombreux sites pollués sont présents à Delémont, répartis entre aire d'exploitation ou décharge. La majorité de ces périmètres est toutefois classée en « site pour lequel on ne s'attend à aucune atteinte nuisible ou incommode » au sens de l'article 5 alinéa 4 de l'Ordonnance sur les sites contaminés. Il convient toutefois d'en tenir compte lors de nouvelles constructions ou du développement de nouveaux quartiers notamment.

Concept

Les options d'urbanisation tiendront compte des dangers naturels connus à ce jour, en particulier en milieu bâti, où tous les dangers de crues ont été étudiés de manière détaillée pour les cours d'eau concernés : Sorne, Birse, ruisseaux du Voirnet et de la Golatte notamment.

Objectifs thématiques

- Reporter dans le Plan directeur communal les secteurs soumis aux dangers naturels et identifier les zones de contradiction ou de frottement par rapport aux options de développement urbain.
- Lors du développement de nouveaux projets sur des dents creuses ou des friches industrielles, étudier en amont la problématique des sites pollués. Cas échéant, les mesures nécessaires pourront être prises afin d'orienter le projet en fonction de la pollution du site.

5. MISE EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES

5.1 ELABORATION DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL, DU PLAN DE ZONES ET DU RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LES CONSTRUCTIONS

La Conception directrice (CD) formalise la stratégie décidée par la Commune pour relever les **enjeux politiques** de la révision du Plan d'aménagement local à l'horizon 2030¹⁸. Elle est en premier lieu destinée aux Autorités politiques communales pour les aider à définir, mettre en œuvre et coordonner les politiques publiques à incidence spatiale.

Le Plan directeur communal précisera quant à lui les principes et les mesures pour parvenir à mettre en œuvre les orientations données par la CD et établira le programme d'actions des Autorités communales à l'horizon 2030, leur permettant de mener une politique cohérente à long terme. La structure sera la même que celle de la CD, avec un **programme d'actions localisées** par secteur ou territoire de projets et un **programme d'actions thématiques**, pour chacun des volets du Plan directeur communal.

Les principes de qualité pour les projets, implicites au stade de la Conception directrice, seront définis de manière explicite dans le cadre du Plan directeur communal, puis traduits dans les cahiers des charges sectoriels du centre-ville et le Règlement communal sur les constructions.

5.2 INFORMATION, PARTICIPATION ET CONCERTATION DE LA POPULATION

Comme elle l'a déjà fait pour l'établissement de la Conception directrice, la Commune donnera une place importante à l'information, au dialogue et à la concertation avec les milieux concernés et la population, en particulier avec la Commission UETP et le GAPAL, durant tout le processus de révision du PAL.

La mise en place de processus participatifs se poursuivra ainsi en vue de l'élaboration du Plan directeur communal, du Plan de zones et du Règlement communal sur les constructions. Ces processus seront également utilisés pour mettre en œuvre, au travers de projets concrets, l'ensemble des objectifs retenus, afin d'assurer un développement urbain durable prenant en compte les dimensions économiques, écologiques et sociales.

¹⁸ Ces enjeux sont développés au chapitre 2